

Mars 2009 - n°21

Journal du *Rassemblement des Cercles Communistes*  
Pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire

## **Crise : Après la pluie ... pas de beau temps capitaliste!**

Journal du Cercle Henri Barbusse, de la Coordination Communiste Nord - Pas de Calais, du Cercle Communiste d'Alsace et du Cercle Communiste de Région Parisienne



**29 janvier, 19 mars ... Des étapes vers une grève générale prolongée réussie, comme en Guadeloupe !**

**Il ne peut y avoir de communauté d'intérêts entre les ouvriers et leurs patrons, entre les anciens esclaves et leurs propriétaires indemnisés qui les exploitent toujours...**

Ces dernières semaines, le paysage social a été marqué par le développement des luttes radicales, entre d'un côté les peuples colonisés des Antilles et de la Réunion opposés à des patrons soutenus par le gouvernement français, et de l'autre des ouvriers, ici en France, écœurés par les

conditions dans lesquelles on les met à la rue sans aucune réaction concrète d'un pouvoir si prompt à venir en aide aux banquiers voleurs.

La crise du système capitaliste qui s'installe dans notre vie de tous les jours a aussi la particularité de rappeler à des travailleurs la réalité de la lutte des classes et de les resituer dans leur classe : celle des exploités.

La brutalité des rapports de classe s'illustre tous les jours dans la façon dont le gouvernement décapite l'école et la recherche, dont *Total* « champion toutes catégories » des profits français profite de la crise pour réorganiser son patrimoine. A Clairoux dans l'Oise, l'usine *Continental* est fermée sans sourciller par la direction de la multinationale allemande, et les ouvriers explosent légitimement de colère. Il faut dire qu'en septembre 2007 l'entreprise passait aux 40h et la direction claironnait « *Nous allons à la fois réaliser des économies et assurer la pérennité du site. Aujourd'hui, je peux le dire : il y a un futur pour Continental Clairoux* » (*Le Figaro*, 14/09/07). Un accord signé alors par le syndicat majoritaire CFTC, en dépit de l'opposition des autres syndicats qui rappelaient les 80 millions de bénéfices de l'entreprise en 2006. Une histoire à méditer, notamment pour tous ceux, au niveau des directions syndicales, qui pourraient être plus enclins au compromis qu'à la lutte!

Des formes de lutte inhérentes à cette brutalité du capital se redéveloppent : à Clairoux, on a vu les syndiqués CFTC



### **Au SOMMAIRE...**

- P2-3: Dossier LKP et Guadeloupe
- P4-5: Echo des luttes dans le Nord et ailleurs...
- P 6: Hommage à J. Leclerc
- P 7: Procès de R. Sylvain: Victoire!
- P 8: Non au IVe Reich!
- P 9-10-11: Luttes à l'Université
- P 12: Sans papiers et UE
- P 13-14-15: Dossier Afrique - Mali - Zimbabwe - Soudan
- P 15-16-17-18: Dossier Résistance à Ghaza
- P 19: Cinquantenaire de la révolution cubaine
- P 20: Des communistes aux USA

**Liyannaj Kont Pwofitasyon - 1**  
**Sarkozy MEDEF - 0**

**PWOFITONS-EN!**



floués balancer leur drapeau sur le patron... Celui de *Sony France* s'est retrouvé « mis aux arrêts » quelques heures par les ouvriers.

Les directions syndicales nationales, acquises au compromis social, ne sont pas cependant à la hauteur de la situation. Le secrétaire général de la CGT s'est empressé de voler au secours de Sarkozy en acceptant l'invitation du sommet social du 18 février, où il est allé comme les autres confédérations, grignoter les quelques miettes qui lui étaient offertes. Après le formidable 19 mars, encore plus puissant que le 29 janvier, et avec une participation de plus en plus importante des boîtes du privé... les organisations syndicales n'ont rien trouvé de mieux que de se redonner rendez-vous le 1<sup>er</sup> mai ! Alors que Sarkozy n'a pas bougé d'un iota ! Ce n'est pas à la hauteur de la situation... Or des journées comme celles du 29 janvier ou du 19 mars devraient être des étapes dans la construction d'une grève générale prolongée jusqu'à la satisfaction des revendications. Comme en Guadeloupe ou en Martinique !

Pourtant, ce pouvoir libéral est bien en peine. Les travailleurs ne sont pas tombés dans le panneau en « travaillant plus pour gagner plus » ; d'ailleurs ils souhaiteraient pour beaucoup seulement travailler à plein temps ! La crise est venue bousculer ce premier mythe. Maintenant le même pouvoir rêve d'une « France unie dans le même bateau » prête à accepter la nécessité des contre-réformes, les luttes qui se développent risquent fort d'écorner ce second

mythe. Les élections européennes vont permettre aux capitalistes et aux gouvernants à leur solde de développer un troisième mythe, celui d'une « Europe forte contre le reste du Monde ». Mais déjà, face à la crise, chacune des économies nationales européennes a développé ses propres solutions, rappelant à l'occasion les antagonismes qui existent au sein même du capitalisme européen.

### **Poser la question de la sortie de la France de l'Union Européenne...**

D'ici au 7 juin, jour de l'élection des représentants (sans réels pouvoirs) au Parlement européen, chacun va

nous servir, à droite, mais aussi à gauche, le mirage de la construction européenne. Une Europe qui développe chaque jour des attaques contre nos services publics, nos statuts, le socle social français. Une Europe qui s'apprête à se constituer une armée prête tout autant pour les opérations intérieures qu'extérieures. Une Europe qui n'a de cesse de mettre en action ce que nous avons rejeté par un Non majoritaire au TCE, et qu'ils nous ont imposé en substituant le vote populaire à celui de parlementaires félons.

Une Europe qui a pour objectif la constitution d'un bloc impérialiste en liquidant toutes les conquêtes sociales gagnées dans les cadres nationaux par les peuples ! Une Europe des patrons faite pour les patrons, qui ne peut être sociale, quoi qu'en disent certaines forces de gauche et les trotskistes ! Le développement d'un marché libre et sans entraves ne peut se faire que dans un système capitaliste qui n'aura de cesse d'écraser le coût du travail par la baisse des salaires directs et indirects.

Ainsi la crise durable du capitalisme pose la question, certes du socialisme comme objectif stratégique, mais aussi la question, comme objectif immédiat, de la sortie de la France de l'Union Européenne. C'est la ligne fondamentale de démarcation entre véritables et faux révolutionnaires, entre internationalistes et chauvins fascistes à la FN, en interrogeant concrètement les rapports de classe, et l'incompatibilité des intérêts entre exploités et exploités.



## **LKP: Les ingrédients d'une victoire**



**La grève générale en Guadeloupe est présentée ici simplement comme un mouvement contre les prix trop élevés; peut être est-ce plus profond que cela ?**

**Eddie Damas, militant de l'UGTG** (organisation membre du LKP) : Le mouvement a effectivement été initié contre la vie chère, revendication tout à fait légitime, comme en France où on subit aussi les contrecoups de l'inflation et de cette crise financière qu'on veut faire payer aux travailleurs... mais le mouvement a aussi fait ressortir plusieurs problèmes au niveau du fonctionnement profond de la société guadeloupéenne. Nous pensons qu'après plus d'un mois de grève, nous sommes en fait en train d'inscrire un ordre nouveau, que ce soit vis à vis des patrons ou vis à vis de nous mêmes : c'est ce qui est en jeu aujourd'hui.

**Tous les regards en métropole sont tournés vers vous : comment avez vous réussi à former ce collectif LKP ?**

**E. D. :** LKP, c'est 49 organisations syndicales et associatives, environnementales et politiques, unies tout d'abord contre ce

système que nous appelons « profitation ». Au delà de ces organisations, c'est la prise en main par les travailleurs de ce pays, la Guadeloupe, de ce mouvement. Ce mouvement a été capté, orchestré, mis en vie par le peuple de Guadeloupe.

**Comment faites-vous pour tenir avec tous ces jours de grève ?**

**E. D. :** Avec la fermeture des supermarchés par exemple, on redécouvre les us et coutumes créoles, les marchés locaux. Il y a aussi toujours eu chez nous un lien social très fort, autour de la solidarité familiale notamment. C'est cette solidarité qui fait qu'on peut tenir autant de jours.

**Quels conseils pouvez-vous donner aux travailleurs de la métropole qui sont très attentifs à vos succès ?**

**E. D. :** Nous disons au peuple français de tenir bon, sans donner de leçons surtout, nous pensons que c'est avec de l'obstination et de l'unité dans la lutte qu'ils auront gain de cause aussi !

*Propos diffusés sur RadioCampus (Mercredi 5 mars 2009)*

# Grève générale victorieuse dans les Antilles : une avancée dans la lutte anticoloniale !

**"La violence qui a présidé à l'arrangement du monde colonial, qui a rythmé inlassablement la destruction des formes sociales indigènes, démolit sans restriction les systèmes de références de l'économie, les modes d'apparence, d'habillement sera revendiquée et assumée par le colonisé au moment où, décidant d'être l'histoire en actes, la masse colonisée s'engouffrera dans les villes interdites"**  
Frantz Fanon

Ainsi parlait fort justement le militant anticolonialiste martiniquais Frantz Fanon en 1961 dans son dernier ouvrage intitulé *Les Damnés de la terre*. Des paroles qui méritent d'être méditées, quand cette violence contre le colonisé n'a eu de cesse de se poursuivre : violence physique quand en 1967, des ouvriers du bâtiment en grève (qui réclament alors 2% d'augmentation de salaire et la parité en matière de droits sociaux), puis les lycéens et étudiants venus soutenir les ouvriers et dénoncer la répression se font massacrer (87 morts dont Jacques Nestor, un militant indépendantiste très populaire) ; violence économique quand la caste des békés, ces colons descendants des esclavagistes indemnisés en 1848 au moment de l'abolition, continuent de contrôler l'essentiel de l'économie, quand les « pwofitasyons » sont multiples au détriment de la masse noire et métisse ; violence symbolique faite de mépris quand Sarkozy intervient à la télé le 5 février sans dire un mot sur la grève générale en Guadeloupe qui dure déjà depuis plus de 15 jours et qu'il ne dira finalement que 2 ou 3 mots dans son intervention du 18 février ; violence coloniale toujours quand Frédéric Lefebvre, porte-parole de l'UMP, qualifie le LKP guadeloupéen de « tonton-macoutes », faisant référence aux miliciens paramilitaires qui assuraient la protection du dictateur haïtien Duvalier soutenu par ... l'impérialisme français !  
La « masse colonisée » a redressé la tête en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane aussi (qui avait déjà connu 8 jours de grève générale contre la vie chère en novembre-décembre 2008, bloquant même *Ariane*), aujourd'hui à la Réunion. Car au-delà de la victoire concrète que constitue la signature des accords en Guadeloupe et en Martinique (et gagner, sous le sarkozysme, ce n'est pas rien !), ce mouvement a permis à des dizaines de milliers d'Antillais de redresser la tête, de (re)découvrir la force du collectif, de poser

le peuple - et comme force motrice la classe ouvrière - comme acteur politique essentiel, rediscutant et reposant sur la place publique toutes les questions refoulées par l'oppression nationale, comme celle de la place des békés dans l'économie et la vie politique antillaise. Objectivement, un pas a été fait de la part du peuple antillais dans le sens de la réappropriation de son destin, et d'abord de ses richesses, mais aussi de sa culture et de son histoire. Comme le dit la chanson fétiche du mouvement guadeloupéen (adaptée en Martinique) : « *La Gwadeloup sé tan nou, la Gwadeloup a pa ta yo, yo péké fè sa yo vlé an péyi an nou* » (La Guadeloupe nous appartient, elle ne leur appartient pas, ils ne feront pas ce qu'ils veulent dans notre pays). C'est bien le signal fort d'une volonté de reprendre possession de son destin, contre les békés.

imposé par la crise du système capitaliste, objectivement à moyen et long terme, le second pilier sur lequel repose le capitalisme US - le racisme - prend un coup dont l'onde de choc stratégique va favoriser le rapprochement et l'unité des prolétaires états-unis au delà de la 'race', de la couleur, de la religion et des origines. »

Ainsi cette onde de choc a frappé aussi les dernières colonies françaises, remettant au goût du jour un combat émancipateur étouffé par le climat contre-révolutionnaire des années 80-90.

Certes, diront les esprits étroits qui ne savent pas voir dans un mouvement sa force propulsive, le LKP ne luttait pas pour l'indépendance mais simplement pour des revendications économiques et sociales. Au sein de la « gauche », on en est trop resté à ce constat-là, s'attachant, pour ce qui est de « l'extrême-gauche »

aux formes de la lutte - « la grève générale prolongée » - pour ne pas voir l'autre dimension du conflit. Bien entendu, et nos déclarations et tracts sont là pour en témoigner, la forme de la lutte (grève générale prolongée), les capacités d'organisation du LKP, sa détermination, sa capacité à tenir bon face à tous les écueils sont pour nous des sources d'inspiration évidentes : il nous faudrait un LKP en France ! Un Domota à la place de Thibault ! Mais au-delà de la plate-forme revendicative en 146 points, et même si le LKP et Elie Domota en sont toujours restés à cette plate-forme revendicative, le mouvement était objectivement porteur d'autre chose, non pas par la volonté d'untel ou untel, non pas parce que l'UGTG ou

Domota seraient « indépendantistes » mais tout simplement parce que les acteurs de la grève générale ont un statut « à part » dans la « République française » : ce sont objectivement des colonisés, et Sarkozy, par son attitude, a bien montré qu'ils étaient « à part » et pas tout à fait « français ».

Et c'est cette « masse colonisée », pour reprendre les mots de Fanon, qui s'est engouffrée dans les « villes interdites »....

## Soutien à Elie Domota !

Comme toujours en cas de lutte de masse puissante, et en cas de victoire, l'ennemi de classe revancharde cherche par tous les moyens à s'en prendre aux dirigeants des luttes. Aujourd'hui, on prend prétexte de la déclaration suivante d'Elie Domota pour le traîner devant les tribunaux : « *Tous ceux qui refuseront d'appliquer l'accord devront quitter la Guadeloupe....* »

## Indépendance...



## LKP et Obama...

Ce n'est pas un hasard si la grève générale en Guadeloupe a commencé le 20 janvier, jour de l'investiture de Barack Hussein Obama comme président des USA. L'élection d'un Noir à la tête de la première puissance impérialiste a été un électrochoc pour les peuples à travers le monde : comme nous l'avons expliqué dans la brochure du Cercle Barbusse sortie en novembre (en ligne sur le site du Cercle Henri Barbusse), l'élection d'Obama marquait une « nouvelle étape dans la lutte pour l'égalité des droits et la dignité ». Il faut tenir compte en effet du fait que le capitalisme US ne repose pas uniquement sur l'exploitation de classe, mais aussi sur l'oppression raciale et nationale : « *Si donc, écrivions-nous, le choix d'Obama par le grand capital US obéit à un plan de sauvetage politique immédiat* »

Jamais nous n'accepterons qu'une bande de békés rétablisse l'esclavage en Guadeloupe ». L'ironie ici est que c'est la réponse du berger à la bergère, du colonisé Domota au colonisateur Sarkozy, lequel, rappelez-vous, s'adressait aux Mohamed, et Fatou Français(e)s des quartiers populaires en les excommuniant ainsi : « la France (sic !), on l'aime ou on la quitte ! ». Réaction typiquement coloniale de l'Etat français qui défend par là-même les békés / le MEDEF local jusqu'au-boutiste !

**Bas les pattes devant Domota ! Non à la criminalisation des dirigeants du mouvement ouvrier et populaire !**

Le 10 février, Le **Rassemblement des Cercles Communistes** a publié une déclaration sur l'actualité sociale sous-titrée

« A quand en France un mouvement de grève générale prolongée comme en Guadeloupe et en Martinique ? » (en ligne sur le site du RCC) qui lançait un appel à suivre « la voie ouverte par les guadeloupéens ». Il a également publié une **Déclaration de soutien** le 20 février, intitulée « Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion : Les travailleurs et leurs syndicats montrent la voie des conquêtes sociales et démocratiques » (en ligne sur le site du RCC) qui se concluait ainsi : « Nous disons au gouvernement colonial de Sarkozy : Assez de manœuvres dilatoires, de répressions ! Satisfaction des revendications légitimes de la Guadeloupe, de la Martinique, de Guyane, de la Réunion ! (...)

Nous avons, en tant que travailleurs, militants politiques, citoyens de la "métropole" coloniale le devoir internatio-

naliste de dénoncer et de nous opposer aux ratonnades racistes de notre impérialisme colonisateur dans les Antilles, tout comme nous l'avons fait contre les massacres du sionisme colonial israélien en Palestine. Les syndicats doivent appeler à une **minute de silence dans toutes les entreprises de France à la mémoire du syndicaliste assassiné Jacques Bino et cinq minutes d'arrêt de travail en solidarité.** (...) »

Le 27 février, à l'occasion d'une réunion publique à Paris organisée par le Conseil National des Comités Populaires (CNCP) de Martinique, le **RCC** a cosigné une déclaration commune à l'initiative du PCOF - et signée aussi par l'URCF- (voir notre site).



## Lutte contre les licenciements

Les premiers effets de la crise s'annoncent dans la classe ouvrière  
Echos d'une manif roubaisienne le 4 mars dernier à l'appel des syndicats **3 Suisses** et **La Redoute**



Comment se porte votre patron ?

**Jean-Christophe Leroy – CGT La Redoute, Roubaix**

(672 suppressions d'emplois annoncées) : Pinault est la 7<sup>ème</sup> fortune de France, son groupe qui annonce des résultats encore plus positifs que l'année dernière, des bénéfices qui s'élèvent à plus de 460 millions d'euros pour l'année. On ne peut pas mieux se porter... Le groupe est pourtant en train de licencier encore plus cette année pour maintenir ses superprofits.

**Fatiha Bouzaoui – CGT 3 Suisses, Roubaix**

(674 suppressions d'emplois annoncées) : Mulliez a perçu 55 millions d'euros de dividendes en 2007 contre 47 en 2006, alors la crise, elle n'est pas pour tout le monde ! Dans le bassin d'emploi, qu'est ce qui va rester si la vente par correspondance aujourd'hui disparaît ? Qu'est-ce qu'on va donner à manger à nos enfants ?

**Abdelkrim Abdesselam – secrétaire de l'UL CGT Roubaix**

Le gouvernement avec le MEDEF persiste dans sa politique

alors qu'on annonce des chiffres du chômage qui font plus que peur : en janvier – février, environ 90 000 chômeurs de plus : C'est une catastrophe ! 3500 chômeurs de plus environ, pour l'instant dans le secteur Roubaix et environs, sans parler des petites entreprises où la situation est encore plus catastrophique. Alors il faut manifester, tous les jours. Le 29 janvier ou le 19 mars ne sont pas des fins en soi. A l'instar de ce qui s'est passé en Guadeloupe, je propose même qu'on mette vite en place un nouveau LKP en métropole !

Est-ce que les gens commencent à se rendre compte de l'ampleur de la catastrophe et de la nécessité de se battre ?

**A.A** : Bien sûr les gens s'en rendent compte aujourd'hui, mais paradoxalement on les a tellement pressurés que pour beaucoup c'est presque une fatalité, c'est comme ça... On essaye donc de changer ça, et c'est un travail de longue haleine. Il faut qu'on travaille sérieusement à la bataille des idées !

**Une manifestante** : Il y a des gens qui souffrent, chacun dans leur coin, et pourtant on est dans un pays riche ! On ne peut pas laisser faire ça !



**Saïd**, peut-être une réaction aux propos de ces camarades qui étaient dans la rue hier à Roubaix (3 mars)

**Saïd Bouamama, socio-économiste marxiste** : On peut souligner à les entendre que personne n'est dupe. Ces réactions montrent une analyse complète de la situation actuelle. Le constat malgré le matra-

quage médiatique, que nous sommes dans un pays riche, que tout le monde ne s'appauvrit pas au travers de cette crise, que les dividendes continuent de tomber alors qu'on licencie. 90 000 chômeurs de plus annoncés, c'est le nombre de chômeurs qu'on ne peut pas cacher, donc on peut au moins multiplier ce chiffre par deux. Ce sont les tout premiers effets de la crise. On annonce officiellement près de 300 000 pour l'année. Nous sommes véritablement sur une crise de surproduction, c'est-à-dire une crise qui va durer, au moins trois ou quatre ans. Mais nous sommes acteurs dans cette crise également ! Il y a deux sorties de crise possibles : Si nous laissons le capitalisme fonctionner de lui-même, la crise se terminera quand le capital aura apuré tous ses actifs toxiques, c'est-à-dire après avoir détruit tous ceux qui ne sont pas à la hauteur de la rentabilité voulue, ceux-ci seront rachetés par les grands monopoles avec des concentrations plus fortes. C'est une « sortie de crise » provisoire, en attendant que le cycle recommence inévitablement, avec une nouvelle surproduction. L'autre scénario possible, c'est notre mobilisation à tous, une lutte de masse importante, l'exemple du LKP comme le camarade roubaisien l'indiquait, pour imposer un certain nombre de concessions à la classe dominante, en terme de pouvoir d'achat par exemple. Cette sortie de crise est également provisoire, puisque le mécanisme générateur des crises n'aura toujours pas été supprimé pour autant. Mais ce deuxième scénario nous permet de gagner des sursis et c'est déjà pas mal ; battons-nous pour les obtenir... mais on ne résout toujours pas les véritables causes de la crise : pour cela il faut changer fondamentalement le système.

Propos diffusés sur Radio Campus (5/3/9)

# Licenciements, baisses salariales... le krach ne fait que commencer!

Pas un jour ne passe sans que les médias n'évoquent la crise et ses désastres. Pas un jour où l'on ne nous assène de vérités censées nous rassurer : cette crise nous viendrait des USA et, comme un orage, elle passera...

La Banque Centrale, les gouvernements de l'UE et les médias tentent de nous bercer d'illusions en promettant la reprise pour ...2010!

Mais cette crise n'est pas passagère. Elle ne vient pas de l'étranger : c'est une crise de surproduction qui est inévitable et durable. Et les milliards de dollars ou d'euros que nos gouvernements dilapident dans des pseudo-« plans de relance » ne sauveront pas nos emplois. D'autres crises viendront, plus dures les unes que les autres, car chaque crise amène le recul du pouvoir d'achat et augmente le nombre de chômeurs et de miséreux...

Jamais le nombre de demandes de chômage partiel n'avait été aussi important : les emplois sont pour l'instant maintenus sous perfusion dans l'espoir d'une reprise qui ne viendra pas. Ces perfusions ne sont qu'un moyen d'éviter à très court terme une

explosion trop brutale du chômage.

Et pourtant jamais les agents de l'ANPE n'avaient enregistré autant d'inscriptions. L'UNEDIC annonce près de 500.000 chômeurs pour l'année 2009.

Et ces chiffres sont sous-évalués! On ne compte pas les intérimaires, variables d'ajustement, qui ont tous été remerciés, notamment dans les grandes entreprises de l'automobile du nord : Sevelnord ; 1500 intérimaires. Toyota-Onnaing ; 700 intérimaires. PPG annonce aujourd'hui 250 licenciements. Et toutes ces grandes entreprises du valenciennois, MCA, PSA, Sevelnord, Toyota annoncent des départs « volontaires », jolie expression pour éviter de parler de plans de licenciements : Bien que les premières charrettes de salariés licenciés acceptent de quitter l'entreprise en échange d'indemnités négociées, il n'en demeure pas moins qu'elles constituent bien des licenciements économiques.



Les chiffres du chômage sont aussi sous-évalués en raison du nombre important de licenciements économiques déguisés, notamment sous forme de « ruptures conventionnelles » (mode de rupture inventé cet été). Tous les secteurs « dégraissent » y compris la fonction publique...

Face à ce rouleau compresseur, une seule solution : la lutte !



## Prochainement...

Le *Rassemblement des Cercles Communistes* diffuse une brochure intitulée « **La crise d'un système dépassé** ». Cette brochure explique en détails les causes réelles, les mécanismes profonds de la crise générale du capitalisme qui passe aujourd'hui à la vitesse supérieure, et les véritables moyens d'y remédier. Vous pourrez vous procurer cet outil pour comprendre et agir dans les luttes actuelles après de nos militants, dans nos différentes initiatives, ou en nous la commandant par courrier...

D'après une affiche de l'illustrateur Klaus Parche, réalisée en 1983 pour le 100ème anniversaire de la mort de Karl Marx. Nos camarades allemands de *RotFuchs* (*Renard rouge*, Tribune pour les communistes et socialistes d'Allemagne) le republient dans leur édition de mars. Combien ont-ils raison, en ces temps de crise générale du capitalisme de nous rappeler ainsi quel précieux capital nous a légué Karl Marx pour comprendre, interpréter et changer notre monde!



## Hommage à Jacques LECLERCQ figure du syndicalisme de classe CGT !



La nouvelle est dure : Jacques LECLERCQ, Secrétaire Général de l'Union Locale CGT de Douai est décédé brusquement ce dimanche 15 mars d'une crise cardiaque.

Militant infatigable, toujours sur la brèche aux côtés des travailleurs en lutte, toujours présent pour apporter sa contribution aux combats de classe, toujours offensif pour défendre le syndicalisme de lutte de classe et s'opposer fermement à la capitulation, aux compromissions opportunistes qui ont aujourd'hui cours à la tête des centrales syndicales, Jacques LECLERCQ était devenu la mauvaise conscience du réformisme syndical dominant. Jacques LECLERCQ et l'Union Locale CGT du Douaisis sont devenus des symboles de la résistance à la CFDTisation en cours de la CGT en dénonçant les abandons de la défense intransigeante des intérêts des travailleurs, de la classe ouvrière.

Jacques LECLERCQ a été de tous les combats : pour que la CGT appelle clairement au NON au Traité Constitutionnel Européen ; pour que la CGT n'adhère pas à la CES, la 'Confédération Européenne des Syndicats' financée par Bruxelles; pour que la CGT reste à la FSM, la Fédération Syndicale Mondiale, sur la base de la solidarité et l'unité internationale des travailleurs et des peuples du monde; pour que la CGT soit conséquemment le syndicat de tous les

travailleurs, particulièrement les chômeurs, les précaires et les sans papiers; pour que la CGT d'aujourd'hui soit digne des FRACHON, MARTHA DESRUMEAUX qui ont été les dirigeants des conquêtes sociales de 1936 en pleine crise de 1929.

Telles sont les valeurs fondamentales que défendait et propageait Jacques LECLERCQ chaque fois que nos militants syndicalistes et acteurs de mouvements sociaux ont eu à se côtoyer, à combattre ensemble et à échanger.

Au moment où le mouvement ouvrier cherche les voies et moyens de faire rendre gorge aux fauteurs de crise du CAC 40, ces milliardaires semeurs de chômage, de misère et de guerre, les communistes organisés dans le RCC saluent la mémoire de ce militant communiste, élu du peuple et des travailleurs de Douai et syndicaliste infatigable au service de sa classe.

La crise cardiaque qui vient prématurément de l'enlever à l'affection de sa famille, de ses camarades de l'UL CGT de Douai et de l'ensemble des communistes marxistes-léninistes qui travaillent malheureusement éparpillés pour le moment, à reconstruire à nouveau le Parti Communiste né au Congrès de Tours, section Française de l'Internationale Communiste, aura terrassé un important symbole de la résistance de la classe ouvrière.

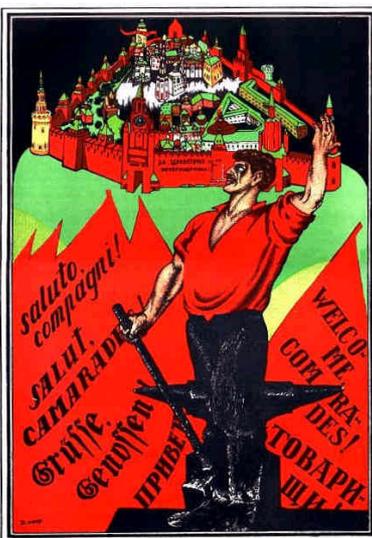
Jacques LECLERCQ nous a quitté, mais l'avenir du printemps social et politique lui appartient. En ce 90ème anniversaire de la IIIème Internationale Communiste, fondée en mars 1919, le RCC prend l'engagement de poursuivre le travail commencé, jusqu'à son aboutissement!

## 90 ans après, le message de la IIIème Internationale Communiste est toujours vivant !



Mars est un mois d'anniversaires importants dans l'histoire du mouvement ouvrier et communiste international: C'est en mars 1871 qu'éclata la Commune qui durant trois mois renversa la dictature de la bourgeoisie

traître qui avait fui à Versailles devant l'armée Prussienne; c'est le 8 mars que fut proclamée par la voix de Clara Zetkin au nom de la IIIème Internationale la journée internationale dédiée aux luttes des femmes, des prolétaires femmes en particulier; c'est en mars 1996, que les sans papiers déclenchèrent leur sortie de l'ombre en occupant l'église Saint Ambroise; c'est en mars 1919 que fut fondée la IIIème Internationale Communiste à l'appel de la Révolution Bolchevique et du grand Lénine sur la base du principe : *Proletaires de tous pays et peuples opprimés, unissez vous !* C'est ce message traduit concrètement dans les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste qui a impulsé l'ensemble du combat contre la social-démocratie réformiste, le révisionnisme, l'opportunisme de droite et de gauche, le trotskisme, la trahison des intérêts de la classe ouvrière sacrifiée sur l'autel du chauvinisme impérialiste, de la corruption, du carriérisme de l'aristocratie et de la bureaucratie dans le mouvement ouvrier, en un mot contre toute influence de l'idéologie, de la politique de la bourgeoisie et de sa dictature totalitaire de classe sur le mouvement ouvrier et la lutte des peuples contre l'asservissement colonial et néocolonial. C'est ce message qui a fait naître dans notre pays à Tours en 1920 le PCF, section Française de l'Internationale Communiste, le parti de M. THOREZ, J. DUCLOS, B. FRACHON, A. MARTY, M. CACHIN, MARTHA DESRUMEAUX, A. CROIZAT, G. COGNIOT, ARAGON, le Polonais GEORGES POLITZER, l'Arménien Missak MANOUCHIAN, le Sénégalais Lamine Arfan SENHOR, le Malien Tiémokho Garang KOUYATE... Voilà pourquoi c'est en renouant avec les valeurs et les principes de nos anciens et en utilisant l'arme de l'analyse concrète de la situation concrète à partir du matérialisme dialectique et historique que la classe ouvrière, les peuples et minorités opprimés renverseront à nouveau la dictature de classe de la bourgeoisie impérialiste comme l'ont fait les ouvriers, paysans et nationalités opprimés en octobre 1917 pour fonder l'URSS.



Lénine président le congrès fondateur de l'Internationale Communiste en 1919.



« Vive la IIIème Internationale! » - 1919 - Dmitri Moor

Ci-contre: Les congressistes en 1919...

# Procès du camarade Roger Silvain : Au terme de 7 ans d'acharnement, la direction de Renault est battue!

par Michel Certano\*

Dans son jugement du 4 février 2009, la cour de cassation confirme le jugement du 5 Avril 2007 de la cour d'appel de Versailles, condamne Renault SA à verser à Roger Silvain, ancien militant CGT de Renault la somme de 210 681 Euros au titre de la discrimination syndicale. Renault, dont le Président Directeur Général était Louis Schweitzer, avait en 2002, époque où les organisations syndicales avaient signé un accord dit de méthode sur ce sujet, refusé de le reconnaître comme discriminé syndical. Ni la Fédération CGT de la Métallurgie, ni la coordination CGT Renault n'avaient considéré ce cas comme défendable ; seul le syndicat CGT des retraités a assuré la charge financière de ce procès qui aura duré 7 ans.

Depuis son départ de Renault, Louis Schweitzer est devenu, entre autres, Président de la haute autorité contre les discriminations et ne cesse de clamer sur les ondes et dans la presse : «Battez-vous!» L'équipe mise en place par ce PDG pour suivre l'application des dossiers de discriminations présentées par les syndicats a mis en œuvre une pratique où la manipulation, avec l'objectif d'instaurer la division dans l'organisation, a été menée d'une main de maître. Le «réalisme syndical» a malheureusement permis que cela puisse se faire avec le soutien de responsables syndicaux. Ce jugement, non seulement confirme l'arrêt de la cour d'appel de Versailles, mais condamne Renault à verser 2500 euros supplémentaires à Roger Silvain et renforce par son jugement les droits aux salariés dans le calcul du préjudice de discrimination.

## Cette victoire est un camouflet pour les uns et les autres !

Il est l'œuvre d'un travail collectif de retraités et d'actifs qui lui ont apporté une adhésion permettant, avec des témoignages multiples et sérieux, de présenter un dossier béton et ainsi l'aider dans son combat.

Face à l'appareil juridique de la direction Renault et ses appuis de circonstances, Roger Silvain ne s'est jamais laissé démonter, au contraire, malgré de graves soucis de santé, sa fierté de militant est d'avoir fait face à cet acharnement et construit cette victoire au terme de ces 7 années de combat. Roger Silvain a pendant trente ans profondément marqué la vie syndicale chez Renault où il a été investi des plus hautes responsabilités. C'est une

époque où la CGT ne reniait pas ses objectifs de classe nés de sa création. C'est une période où l'action syndicale était productive pour les travailleurs de chez Renault.

Depuis 2002, Roger Silvain a fait l'objet d'une campagne de dénigrement. Les calomnies dont il a été la cible sont d'autant plus inacceptables que la véritable raison de cette campagne provient de l'expression de désaccords sur l'orientation et son refus de tremper dans toutes les magouilles répugnantes.

Roger s'est contenté de faire trancher son problème par la justice. Il peut être fier de ce nouveau combat victorieux, d'autant plus qu'à 78 ans, il reste un militant actif au service du combat syndical et politique.

A la lecture de ce verdict victorieux, il ne serait question de se tromper d'adversaire, fallait-il rappeler, ces quelques vérités sur l'historique de cette bataille. Chaque lutte menée, chaque victoire acquise sur les forces du capital nécessitent d'en tirer, pour le futur, tous les enseignements.

C'est avec la plus grande attention que les militants qui l'ont soutenu dans ce combat décident, sans attendre, de populariser l'arrêt de la cour de cassation et saluent la détermination exemplaire de Roger.

Il montre aux jeunes générations que l'issue des acquis pour tout progrès social dépend de la ténacité des militants dans l'organisation et non pas du renoncement fut-il rebaptisé «réalisme syndical». Il appartient aux dirigeants actuels des instances de la CGT de prendre en compte ce résultat et de tirer les enseignements pour le combat quotidien.

Ayant écrit quelques pages sur les luttes sociales chez Renault, il me tenait à cœur de partager cette belle victoire avec mon camarade de lutte dont j'ai suivi minutieusement les éléments du dossier et de vous en informer, dans l'attente d'une plus large diffusion dans les publications syndicales et aussi dans celle de la haute autorité contre les discriminations que préside Louis Schweitzer.

*(Il sera intéressant d'écouter les commentaires de chacun et en particulier sur la partie retraite)*

Pour les plus jeunes, rappel des responsabilités de ROGER SILVAIN et quelques éléments marquants :

- Embauché par la Régie RENAULT en qualité d'apprenti ajusteur le 19 septembre 1946
- Premier mandat de délégué DP en 1963



- Signataire pour la fédération des métaux des accords Renault dès 1966
- Secrétaire général du syndicat CGT Renault-Billancourt et Délégué central CGT 1971-1976
- Responsable de la coordination du groupe 1975-1988
- Secrétaire du CCE 1977-1983
- Administrateur CGT 1981-1988

Au terme de 41 années chez Renault, Roger Silvain P2 Outilleur en 1954. partira en retraite fin 1987 à la même catégorie rebaptisée AP3 au fil des refontes générales de classifications.

Suite à la loi du 14 décembre 2001, Roger Silvain demanda en 2002 réparation de son blocage d'évolution, reçu par SIBERAS, un des sous fifres de SCHWEITZER (PDG de l'époque), la direction tenta de justifier ce blocage en proposant comme réparation 2200 euros à Roger Silvain! Une vraie provocation!

Louis SCHWEITZER, aujourd'hui grand ponton de la haute autorité contre les discriminations, fut relayé par Carlos GHOSN, DEVIRVILLE et de nouveau SIBERAS et d'autres pointures de la direction.

Comme les nombreux procès engagés par des militants CGT Renault aux Prud'hommes de Boulogne contre Renault dans la dernière période, Roger Silvain fut débouté et fit appel devant la cour d'appel de Versailles. A la suite de la désignation d'un expert, par son jugement du 7 avril 2007, la cour d'appel condamna la direction Renault à verser 210 681 Euros à Roger Silvain.

Devant ce jugement de 2007, la direction s'est pourvue en cassation. Par son arrêt de février 2009, la dernière juridiction vient de confirmer la condamnation de Renault SA et aujourd'hui c'est 210 681 euros de réparation, plus 2500 euros supplémentaires à payer... Fait important ; le jugement prend en compte les pertes sur la retraite et remonte sur 30 ans de carrière... Voilà un acquis qui ne manquera pas d'être repris pour d'autres causes.

Auteur de l'excellent ouvrage **MAI 1968 - Renault- Billancourt** avec témoignages de Roger Silvain et Aimé Halbeher - éd. Points sur les i (disponible au Cercle Barbusse)



# HIER

**affiche placardée dans le Nord**

## AVIS

Extrait de la LOI 428 du 22 Juillet 1943

ARTICLE 1<sup>er</sup> - Les Français peuvent contracter un engagement volontaire pour combattre le bolchevisme hors du territoire dans les formations constituées par le Gouvernement allemand

### "WAFFEN SS"

pour y être groupés dans une unité française.

ARTICLE 2 - Ceux qui, appartenant à cette unité, combattront effectivement hors du territoire, bénéficieront des avantages prévus par les lois et règlements relatifs à la Légion des Volontaires français contre le bolchevisme.

**Conditions très avantageuses.**  
**Départ immédiat ou différé.**

**BUREAUX DE RECRUTEMENT :**

LILLE - 14, rue Faidherbe ;	ROUBAIX - 2, Grand'Rue ;
LENS - 26, rue de la Paix ;	TOURCOING - Grand'Place (Cathédrale) ;
DOUAI - 9, rue de Belduin ;	CALAIS - 2, Boulevard de La Fayette ;
BRUAY-EN-CARTOIS - 122, rue de la République.	

**Légionnaires français sur le front russe 1941**

**3 ans de lutte**  
**POUR LIBÉRER L'EUROPE DU BOLCHEVISME**  
**murs de Paris 1944**

**LA GRANDE CROISADE**

**le Symbole de la**  
**Légion des Volontaires Français**

**ENGAGEZ VOUS**  
**LÉGION VOLONTAIRES FRANÇAIS**  
**CONTRE LE BOLCHEVISME**

**SOUS LE MÊME UNIFORME**

**départ de volontaires pour les fronts de l'est**

## Quand les croisades et les symboles militaires se suivent et se ressemblent... d'un siècle à l'autre

A noter qu'aucun quotidien de presse, chroniqueur radio, journal télé n'a voulu polémiquer plus longuement autour d'un sujet pourtant sensible. Et pour cause... Tous au garde à vous!

**700 soldats de la Bundeswehr stationneront désormais en permanence sur notre territoire national à Illkirch (banlieue de Strasbourg), ce qui ne s'était pas vu depuis la Libération de 1945.** Une unité allemande gardant son état-major à Müllheim (Pays de Bade). Ca méritait pour le moins qu'on s'y attarde un peu, par quelques flash-back sur les origines de la Seconde Guerre mondiale, les dangers du fascisme et l'étendue de la barbarie hitlérienne! **Rien que pour rappeler aux jeunes générations quelques faits historiques marquants, prévenir et dire plus jamais ça!**

On nous rétorquera: il faut que l'Europe bouge, que sa défense prenne corps et que la réconciliation de nos deux peuples soit enfin scellée! Après tout, ces soldats de métier appartiennent à la Brigade Franco-Allemande! Nous sommes devenus des frères d'armes! Justement, c'est là que les parallèles et la symbolique avec 1939-1945 deviennent plutôt gênants à remémorer.

Dans l'histoire des 20 et 21èmes siècles, à deux reprises seulement, des soldats allemands et français ont porté les mêmes uniformes, les mêmes écussons, ont obéi à un même commandement. De nos jours, sous le signe de l'Otan et de la *Deutsch-Französische Brigade Franco-Allemande...* et de 1941 à 1945, sous le vert-de-gris allemand, quand des combattants français se joignirent à la Wehrmacht et aux divisions SS pour combattre le bolchevisme sur le front de l'Est. Ils formaient la Légion des Volontaires Français ou la Division Charlemagne.

L'ennemi désigné était alors le communisme. Le projet nazi ambitionnait d'en libérer l'Europe, de conquérir tout son versant oriental jusqu'au Pacifique, d'y construire pour 1 000 ans un IIIème Reich, espace économique vital pour les aryens, « race de seigneurs », et pour ce faire de réduire les slaves et tous les autres « sous-hommes » en esclavage.

Certains soutiendront que ces mercenaires aventureux et fanatiques étaient minoritaires, atypiques et peu représentatifs de l'opinion générale dans l'hexagone et que tout cela, c'est du passé révolu. Toujours est-il que ces vaincus de Stalingrad et de l'Armée rouge doivent relever la tête et crier victoire dans leurs tombes... N'ont-ils pas préfiguré par leur combat idéologique l'Europe impérialiste d'aujourd'hui? Qui a fait chuter le Mur de Berlin, désintégré l'URSS, engendré la Grosse Allemagne réunifiée et qui poursuit toujours plus loin son extension à l'Est, son irrésistible marche vers Moscou, tout en multipliant ses interventions colonialistes jusqu'en Asie.

Passons au crible tous les médiemensonges actuels qui visent à caractériser le peuple afghan, après combien d'autres, comme trop immature pour la démocratie et la modernité, ou qui justifient l'occupation « humanitaire » de son territoire par l'ISAF, au prétexte de lutte contre le terrorisme. Tout cela procède de la même intox que la propagande hitlérienne des années 30 et suivantes?

Outre ce parallèle des objectifs bleus et bruns, observons à la loupe celui des symboles, des graphismes, comparons (ci-contre) l'écusson de la LVF d'hier et celui de l'Eurokorps aujourd'hui: **une même épée, pour sabrer les peuples rebelles et les révoltes populaires.** Car, ne nous méprenons pas sur les arrière-pensées des commandants de l'Europe impérialiste de 2009, les Merkel, Sarkozy, Brown, Solana, Barroso et consorts. Face à ses multiples déboires, leur Eurosoldatesque de Kaboul pourrait bien être de retour plus vite que prévu et servir à mater, ici et sur tout le continent, les mouvements sociaux insurrectionnels qui ne manqueront pas de surgir, mettant en péril le IVème Reich Européen, dont ils rêvent.

Et cela se ferait, n'en doutons pas, sous le signe de l'Otan, de l'Alliance Atlantique, au son de l'hymne européen (l'ode à la Joie de Beethoven), et comme toujours au nom de la démocratie (bourgeoise) et de la liberté (d'exploiter) chéries par le capital. **Sarkozy l'a compris, qui donne son feu vert au retour de la France dans le commandement intégré.**

Aussi, nous, démocrates, nous, progressistes, qui n'oublions pas les leçons de l'histoire pour comprendre le présent et bâtir un avenir pacifique pour nos enfants, une amitié véritable entre tous les peuples, **crions d'une seule voix:**

**OTAN – NATO - NAZI!**  
**RAUS (hors) d'Afghanistan!**  
**RAUS (hors) de Strasbourg!**  
**DISSOLUTION DE L'OTAN!**

# AUJOURD'HUI

**là-bas** **KABOUL**

**AVEC TES CAMARADES EUROPÉENS**  
**SOUS LE SIGNE O.T.A.N.**  
**TU VAINCRAS!**  
**LES PEUPLES REBELLES**

**Euro Korps**

**STRASBOURG** **et ici**

**AVEC TES CAMARADES EUROPÉENS**  
**SOUS LE SIGNE O.T.A.N.**  
**TU VAINCRAS!**  
**LES REVOLTES POPULAIRES**

# L'Education et la Formation professionnelle à l'Université: Ligne de front de la lutte des classes

## L'offensive globale sur les services publics et la dynamique de crise du capitalisme

Alors que la crise économique actuelle achève de décrédibiliser internationalement le « consensus de Washington » et les institutions (Banque Mondiale, FMI, OMC ...) qui maintiennent ses dogmes sous perfusion, le gouvernement français et l'UE se lancent dans une offensive globale sur les services publics pour résoudre leur crise. Cette offensive se concentre en particulier sur trois secteurs depuis la fin des années 1980: l'énergie, la santé/retraite et l'éducation (de la maternelle à l'enseignement supérieur et la recherche). Les rapports de l'« European Round Table » (lobby fédérant les 45 plus grandes firmes industrielles européennes), repris et même élargis par la Commission Européenne de Bruxelles, donnent un premier aperçu sur les stratégies à l'œuvre dans chacun des systèmes sociaux et économiques nationaux: transformation des services publics en « prestataires de services » concurrentiels, remise en cause des « rigidités institutionnelles » des statuts professionnels protégés par les codes du travail, du fonctionnement des services publics sur les seuls fonds publics qui serait créateur de « mauvaises dettes » (sic), et enfin l'« inefficacité » des services publics par rapport à leurs objectifs de profit, sont en particulier ciblés. Cette offensive sur les services publics découle directement de la dynamique de crise du capitalisme.

1) Gains de productivité et demande n'évoluent plus en parallèle depuis que les crises « centrales » des pays impérialistes dès la fin des années 60 ont mis fin à l'accumulation fordiste. La demande s'est en effet en partie déplacée sur les 3 secteurs mentionnés, très peu productifs; 2) L'augmentation des taux d'exploitation

du travail dans les industries de biens et de services ne suffit plus désormais à contenter les rythmes accrus de retour sur investissement imposés par les capitaux financiers. Ceux-ci doivent donc trouver d'autres secteurs, potentiellement plus rentables.

Pour maintenir les taux de profit (et les taux de financiarisation des investissements), il fallait donc pour les financiers et les industriels convaincre les dirigeants politiques de la justesse de la rhétorique de l'« ouverture mondiale » et de la « compétitivité internationale » des universités en mobilisant ces derniers sur les mots d'ordres de la « professionnalisation », du « développement durable » et de l'inévitable « modernisation » au prix de contre-sens et de raisonnements biaisés sélectifs vis-à-vis des faits. Comme toujours depuis les années 1980, la dynamique de crise du capitalisme crée les conditions de la reproduction des rapports de propriété capitaliste dans les secteurs qui avaient jusqu'ici été épargnés, aux gouvernements idéologiquement acquis au « libre marché » de ressortir ensuite une loi toute faite des « tuyaux » ministériels. Tout comme l'université française d'après-guerre avait bénéficié d'une relative socialisation des coûts du développement économique, notre modèle universitaire actuel est l'objet d'offensives qui cachent des processus inavouables de socialisation des coûts de la crise. En effet, dans le cadre des stratégies économiques à l'œuvre, les « réformes » de l'université procèdent d'une logique implacable.

## Les processus européens à l'œuvre dans l'enseignement supérieur et le cas français

La LRU (loi relative aux Libertés et aux Responsabilités des Universités votée en août 2007) s'inscrit dans des processus internationaux de marchandisation forcée sans qu'aucune concertation ne soit menée par les gouvernements. Leur objectif premier reste de créer le marché unique de l'enseignement supérieur en Europe afin de parvenir au contrôle total de la production et de la transmission des savoirs. (ce que confirme la lecture des rapports de la Banque Mondiale, de la BCE, de l'OMC sur l'AGCS, de l'OCDE, ceux du processus dit de « Barcelone » depuis 1998, puis du processus de « Lisbonne » dès 2007). Le LDM appliqué en France depuis 2002, puis la LRU (et ses agréments) marquent deux étapes d'une même logique d'ensemble.

1) **Sélectionner les filières les plus rentables** dans le double objectif européen de « plein emploi » et d'« économie de la connaissance la plus compétitive du

monde d'ici 2010 », en favorisant d'une part les filières courtes et spécialisées (immédiatement rentables pour les entreprises) et les filières élitistes d'autre part.

2) **Briser le cadre national des diplômes**, laissant la reconnaissance d'un diplôme à la seule appréciation des entreprises du bassin d'emploi environnant l'université, l'objectif étant de donner aux entreprises la liberté d'investir dans la formation de leurs futurs employés en externalisant leurs coûts de formation dans les universités.

3) **Renforcer la sélection** afin d'augmenter la rentabilité de certaines filières au détriment d'autres filières anciennement professionnalisantes (ex: les dispositifs de pré-sélection et sélection prévus par le Rapport Jolion sont destinés à gérer les flux d'étudiants en fonction des besoins locaux des entreprises).

4) **Privatiser les universités les plus « performantes »** en développant des filières élitistes exigeant des demandes croissantes de fonds. Certaines universités, non contentes d'exercer des frais d'inscriptions illégaux pouvant aller jusqu'à 3500€ pour un *master* (introduction de la logique des prix contre l'ancienne logique de tarifs politiquement fixés et conventionnés en accord avec les usagers), délivrent déjà des diplômes payants pouvant aller jusqu'à 4000€ en *master*.

5) **Développer l'entrepreneuriat universitaire** (qui concerne en particulier les directeurs de formations doctorales, et des directeurs de laboratoire). L'introduction des méthodes de gestion managériale dans l'université est destinée à saper les contre-pouvoirs susceptibles de s'opposer aux projets d'investissement des entrepreneurs présents dans les Conseils d'administration (les Conseils scientifiques et Conseils d'évaluation de l'université sont réduits à des instances consultatives et le mode de scrutin de représentation proportionnelle au plus fort reste, prévu par la LRU, dans les élections au CA, pourrait décourager les listes d'opposition).

6) **Proposer des offres de formation individualisant les parcours universitaires** des étudiants pour briser les bases syndicales et les solidarités étudiantes.

7) **Restreindre les critères d'accès aux bourses** essentiellement en France (ex: suppression des bourses universitaires pour les *master* et agrégation, ou encore suppression des bourses sur cas particuliers ou sur celui de revenus salariés), favoriser les primes au mérite qui ne concerneront qu'une moindre proportion d'étudiants désignés sur critères sociaux,



mais ceux-ci pourront cumuler les bourses. Les autres devront supporter les coûts en hausse des tarifs de sécurité sociale, logement,... Cela revient à exclure de l'enseignement supérieur les enfants de la classe ouvrière et des milieux populaires.

### 8) Précariser les statuts des personnels enseignants et non-enseignants

(ex: les doctorants devront désormais cumuler un contrat supplémentaire de 5 ans avant d'éventuellement avoir accès au statut d'enseignant-chercheur).

En définitive, la massification de l'accès à l'université depuis l'« explosion démographique » (1985-1995) ne s'est donc pas traduite par une « démocratisation », n'en déplaise aux gouvernements successifs et aux syndicats de collaboration de classes qui en avaient pourtant fait une priorité lors des mobilisations universitaires précédentes.

### La LRU, ni « liberté », ni « autonomie » : irresponsabilité!

Sans rentrer dans les détails techniques, il faut rappeler quelques points pour comprendre les motifs de la mobilisation des étudiants, récemment radicalisés depuis leurs trois dernières coordinations nationales.

1) L'« autonomie »: ou comment introduire la dérégulation dans les universités avant de la privatiser:

- Le rôle accru des Présidents d'université prévu par la LRU (art. 11, Titre II de la loi « De la gouvernance des universités ») se réduit à une autonomisation de ses fonctions, l'objectif étant de cibler les éléments de démocratie interne à l'université et de démanteler les fonctionnements collégiaux. Le Président pourra désormais désigner d'office sept membres sur un CA réduit à une trentaine de membres, dont un « directeur général » (à en croire Valérie PECRESSE dans *Le Monde*). Le Président pourra par exemple décider seul du recrutement, de la répartition et de l'évaluation des enseignants-chercheurs en s'appuyant sur des comités d'orientation contre l'avis du CNU (collège d'évaluation des enseignants-chercheurs par leurs pairs). De manière générale, cette « autonomie » se traduit par des dérégulations qui laissent le champ libre aux pratiques arbitraires et clientélistes. Dans le rapport de force qui l'oppose aux personnels et étudiants, le gouvernement compte bien s'appuyer sur l'autoproclamée *Conférence des Présidents d'Université* et en particulier un de ses comités, le Curif, d'ailleurs ceux-ci se sont vus assurer l'octroi annuel d'une prime pouvant aller jusqu'à 40 000€. (à signaler tout de même que 7 Présidents et vice-présidents d'université s'opposent désormais à la LRU).

2) Quelques conséquences prévisibles de la LRU:

-L'augmentation des budgets de l'université ne pourra compenser toutes les nou-

velles charges sur le long terme. Celles-ci sont prévues par le « Cahier des charges », gestion et entretien du patrimoine mobilier et immobilier -Plan Campus-, salaires et frais de fonctionnement (LOLF: la « fongibilité asymétrique » et le « repyramidage » prévoient de baisser les salaires des personnels ou de baisser le nombre d'emplois en cas de hausse des frais de fonctionnements de l'université).

- Les universités seront donc incitées à trouver d'autres sources de financement:

1) faire supporter le coût de la compétition par les étudiants. (Augmentation des frais directs et indirects);

2) les collectivités territoriales (financement régional inégal des universités);

3) les entreprises.

La LRU prévoit également de créer des « fondations » et des « fondations partenariales » élargissant ainsi la participation des entreprises aux contrats individuels de recherche au financement global des universités (frais, mobilier, immobilier, distribution de services et de biens, modulation payante des accès aux salles de sport, bibliothèque...).

- Un transfert de souveraineté vers les entreprises:

Les nouvelles modalités de financements des universités prévoient que les donations des entreprises et des particuliers seront exonérées à hauteur de 60 à 66% par l'Etat. Ainsi l'Etat, qui prétend ne pas avoir assez de fonds pour continuer de financer les universités, peut sans vergogne rembourser les entreprises et donateurs particuliers avec l'argent du contribuable. D'autant que beaucoup de fondations devront faire appel à des cabinets spécialisés dans l'aide au « fundraising » (recherche de financement), dont les factures risquent d'entamer notablement les 35% restant des donations destinées à l'université.

Mais malgré la participation des contribuables et des usagers, les entreprises présentes dans les CA paraîtront s'être engagées à hauteur de 100% dans le financement global des universités. Celles-ci seront alors en position d'exiger un droit de regard sur le contenu et l'orienta-



tion pédagogique de la recherche. Que pèsera en effet la « liberté académique » devant une entreprise qui paiera, à travers une fondation, les salaires d'une partie des personnels de l'université, qui lui fournira des locaux, remplira les rayons de sa bibliothèque, offrira des services complémentaires à ses étudiants, financera ses colloques?

### La réalité cachée de la « professionnalisation »...

La professionnalisation est un argument récurrent pour les zéloteurs de la loi LRU. La loi LRU avait ajouté aux missions de l'université celle de « l'orientation et l'insertion professionnelle » qui se décline en plusieurs dispositifs (ex: le « Plan de réussite en licence » négocié avec les syndicats étudiants durant le premier mouvement contre la LRU en 2007). L'objectif est de produire des diplômés directement employables, les contenus scientifiques doivent donc être réduits au profit de l'acquisition de « compétences ». Cette doctrine de l'« orientation active » date en fait du rapport Hetzel du 24 octobre 2006; elle consiste à décourager les étudiants à s'engager dans des filières jugées non-rentables. L'objectif ici est de favoriser la « professionnalisation » des filières, au détriment des filières généralistes courtes ou longues, jugées moins bonnes en termes d'« employabilité ». Or cela est inexact : les taux d'employabilité des licenciés des filières générales, 3 années après l'obtention du diplôme, sont plus élevés que ceux des licenciés des filières professionnelles. Tous les rapports de l'INSEE sur l'emploi démontrant que le diplôme protège du chômage, nous devons donc dénoncer le discours selon lequel les universités seraient responsables du chômage, ou alors le gouvernement croit-il que lorsque tous les étudiants seront dans une filière professionnelle le chômage aura disparu ?

Nous devons dénoncer cette présentation insidieuse des faits et cette manière malhonnête d'exonérer les véritables coupa-

bles. La rhétorique de la « professionnalisation » est clairement une excuse pour prendre le contrôle de la production des savoirs, et accroître la concurrence dans les bassins d'emploi entre étudiants diplômés afin de faire baisser les coûts de la main d'œuvre.

**Loin de l'essoufflement: une mobilisation qui grandit et se radicalise**

A ce jour 80% des universités ont voté la grève, 35 ont voté le blocage des cam-

pus. Les votes des coordinations nationales de chaque mouvement (étudiant, enseignant-chercheur, laboratoires, docteurs non-titulaires et doctorants, salariés de l'Education Nationale, parents, et bientôt peut-être les BIATOSS et IUT) montrent une nette radicalisation depuis ces dernières semaines. Le gouvernement persiste à ignorer l'ensemble des revendications, et s'enlise dans des manœuvres clairement dilatoires (ex: négociation avec les enseignants-chercheurs sur la « réécriture » du décret portant sur leur

statut ou encore l'annonce d'un prêt étudiant à taux zéro) et ne font que confirmer que le gouvernement et l'UMP sont les copistes des stratégies de l'UE et que leur rhétorique de l'« intérêt général » ne saurait tenir plus longtemps face aux faits, qui sont têtus. Le rôle des communistes inscrits dans les luttes des universités est donc de pas être défaitiste face à l'éparpillement actuel des luttes, et de s'efforcer de montrer que leurs convergences n'est pas un vœu pieux mais une réalité objective.

**SCANDALEUX!**

**« Pour que les collégiens d'aujourd'hui soient les entrepreneurs de demain! »**

(La Tribune.fr - 10/02/2009 - Philippe Charrier, président d'Entreprise et Progrès)

« Où trouver les créateurs d'entreprise de demain, si ce n'est auprès de collégiens qui, contrairement à l'idée reçue, expriment le goût du risque, de l'autonomie et la volonté de gagner de l'argent ? (...) Nos jeunes collégiens sont candidats à la création d'entreprise ! (...) Un outil existe au sein de l'Education nationale [pour les familiariser au « monde de l'entreprise »]: Cet outil, c'est la DP3, pour Découverte professionnelle. En classe de troisième, trois heures sont proposées chaque semaine en option, mises à profit pour découvrir la réalité du monde professionnel. (...) Le fossé, bien réel, entre l'Education nationale et l'entreprise est franchissable avec un minimum d'audace ! (...) »

**PAS DE PATRONS A L'ECOLE PUBLIQUE !  
HALTE A LA PROPAGANDE DU MEDEF AU SEIN  
DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES !  
ENSEIGNANTS, PARENTS, ELEVES...  
TOUS ENSEMBLE, FAISONS Y RESPECTER LA  
LAICITE ET CHASSONS DE NOS ECOLES LES  
DANGEREUX PREDATEURS QUE SONT CES  
LOBBYISTES PATRONAUX !**



**SANS PAPIERS**

**Lettre ouverte de Philippe Lioret à M. Besson, ministre de l'immigration et de l'identité nationale, au sujet de son film Welcome**

Monsieur Besson,  
Je prends connaissance de votre intervention, ce matin sur Europe 1, où vous m'accusez, suite à mon film *Welcome*, de franchir « la ligne jaune dans un but promotionnel » quand, dans une interview, je mets en parallèle la situation des migrants et des bénévoles, aujourd'hui à Calais, avec celle des juifs et des Justes qui leur venaient en aide durant l'Occupation. Vous trouvez cela « *inacceptable, désagréable, insupportable* ».  
Sachez que mon travail d'auteur et de réalisateur est de m'intéresser aux événements qui se passent aujourd'hui, chez nous, et à leurs prolongements et conséquences sur l'âme humaine, en essayant de ne pas être manichéen. Dans toute société en situation de crise, face à l'in-

justice, chaque citoyen se trouve un jour placé devant ses responsabilités. Georges Brassens a parfaitement illustré le choix de cet engagement dans sa *Chanson pour l'Auvergnat*. A mon époque, la nôtre, je fais de même avec mon film. Sachez qu'en l'occurrence, je ne mets pas en parallèle la traque des juifs et la Shoah, avec les persécutions dont sont victimes les migrants du Calais et les bénévoles qui tentent de leur venir en aide, mais les mécanismes répressifs qui y ressemblent étrangement ainsi que les comportements d'hommes et de femmes face à cette répression.  
Par ailleurs, vous avancez que *Welcome* serait « truffé d'invéraisemblances ». Sachez aussi que, bien que ce film se revendique comme étant une fiction cinématographique et pas du tout un documentaire, nous avons, Emmanuel Courcol, mon coscénariste et moi-même, mis un point d'honneur à ce qu'il soit très scrupuleusement documenté et à ce qu'il évoque toujours des faits ayant ou ayant eu lieu, comme ont pu en attester les nombreux bénévoles qui ont vu le film en avant-première.

Il y a quelques jours encore, près de Béthune, une femme a été mise en garde à vue pour avoir simplement rechargé des téléphones portables de migrants. *Welcome* ne fait qu'illustrer ce genre de fait divers.  
La réalité, dit-on, dépasse souvent la fiction. Votre réalité, Monsieur Besson, se contente de l'égaliser et c'est déjà suffisant pour être affligeant, pour confirmer qu'aujourd'hui, dans notre pays, de simples valeurs humaines ne sont pas respectées. C'est cela que vous devriez trouver « *inacceptable* ».

(Article paru dans l'édition du 11.03.09 du Monde)



18 MARS 1996 – 18 MARS 2009 :

## LA LUTTE DES SANS PAPIERS POUR LA REGULARISATION A 13 ANS !

Par la Coordination Nationale des sans papiers (CNSP)

Voici 13 ans les sans papiers occupaient les églises Saint-Ambroise puis Saint-Bernard pour sortir de l'ombre des griffes des patrons négriers du travail clandestin. Les images de ces actions d'éclat allaient faire surgir sur la scène sociale, politique et médiatique des humains travailleurs maintenus parce qu'étrangers dans la sphère du travail souterrain qui, selon certaines sources, produiraient près de 10% du Produit Intérieur Brut (PIB) de la France. Ces travailleurs étrangers sont pourtant niés par les lois dans leur droit à l'existence légale pour fournir aux patrons des secteurs non délocalisables comme le bâtiment, la restauration, le nettoyage, le service aux personnes âgées, le gardiennage, l'agriculture, etc., des travailleurs taillables et corvéables à merci. Si les travailleurs immigrés des années 1945 à 1970 ont été « importés » par les patrons pour « reconstruire » la France d'après-guerre et pallier au besoin d'une main-d'œuvre sous-payée (ouvriers spécialisés) dans les industries comme l'automobile, la métallurgie, la sidérurgie, les mines, le bâtiment, etc., aujourd'hui les sans papiers sont chassés de leurs pays par le pillage des entreprises monopolistes d'ici, des ressources minières et agricoles de là-bas. En effet, depuis les années 1980, les plans d'ajustement structurel du Fonds Monétaire International (FMI) -dirigé par le socialiste Strauss-Kahn- et de la Banque Mondiale (BM) dirigée par un ancien de l'administration Bush aux USA (seuls des européens et des étatsuniens peuvent diriger ces institutions impérialistes), ont soumis les pays d'émigration aux recettes économiques du libéralisme, de la privatisation, de la baisse des prix des matières premières, du blocage des salaires, de la dette usuraire, du désengagement de l'état de la santé et de l'éducation, de la liquidation des protections douanières des productions agricoles et industrielles locales, etc. En plus de ce diktat économique libéral de l'impérialisme sur leurs pays, les populations sont chassées par des pouvoirs dictatoriaux nécessaires pour maintenir le système de pillage et d'oppression et quand cela ne suffit pas, ce sont des seigneurs de guerre financés pour créer sur place des situations de conflit armé toujours lucratifs pour les actionnaires des entreprises du capitalisme

financier.

Les images insupportables de jeunes africains condamnés à tenter l'aventure de la traversée de l'océan Atlantique ou de la Méditerranée sont médiatiquement instrumentalisées par le pouvoir Sarkozyste dans le sillage des fascistes du FN pour faire croire à « l'invasion ». La social-démocratie n'est pas en reste, elle qui a adopté la formule Roccadienne: « la France ne peut accueillir toute la misère du monde ». Comme si « toute la misère du monde » déferlait sur la France, ce qui est un monumental mensonge, car les pays développés, Union Européenne, USA et Japon, ne reçoivent qu'1% des migrants du monde.

Et voilà la crise du système capitaliste qui s'attaque à tous les travailleurs quels que soient leurs statuts. Pour les actionnaires du CAC 40, tous les travailleurs doivent payer la crise : public, privé, fonctionnaires, CDI, CDD, intérimaires, précaires, sans papiers, chômeurs, etc. Le gouvernement mobilise des sommes effarantes qui étaient censées ne pas exister pour venir au secours des actionnaires milliardaires du CAC 40, tout en continuant à étaler son impuissance devant l'avalanche des licenciements, de fermetures et des délocalisations qui jettent les salariés à la rue.

On va vers un affrontement de classe frontal qui posera clairement l'exigence montante que les actionnaires milliardaires du CAC 40 payent la crise, comme l'a montré la mobilisation et la grève des 2 millions et demi de travailleurs le 29 janvier dernier. A défaut de pouvoir désigner les sans papiers comme boucs émissaires de la crise à l'instar des fascistes dans les années de la crise de 1929, le pouvoir de Sarkozy/Fillon/Hortefeux/Besson organise la chasse aux sans papiers, propose la délation à certains sans papiers, des régularisations cadeaux à l'initiative de certains patrons et les gardes à vue et parfois des procès contre certains militants pour criminaliser la solidarité, comme c'est le cas pour Monique POUILLE, Jean-Claude LENOIR, Armand WATXSOCK, etc., lesquels ont pour seul « crime » leur implication militante et solidaire auprès des sans papiers en lutte. Il s'agit ici d'isoler les sans papiers en lutte du reste de la société, du reste des travailleurs par la

criminalisation de l'activité militante bénévole, de l'engagement désintéressé et de la solidarité active. Forcément pour l'idéologie patronale libérale, « l'engagement » militant est incompréhensible parce qu'il n'y a pas de « retour financier sur investissement personnel ». En fait, les tenants d'une telle idéologie imitent les singes : selon K. Marx « ils bombardent les autres (les militants) avec leurs propres excréments ».

Dans un tel contexte, la crise actuelle pose la nécessité de travailler au TOUS ENSEMBLE pour que la crise soit payée par ceux qui en sont véritablement responsables : les actionnaires patrons qui « gagnent sans travailler » pour paraphraser K. Marx.

C'est pourquoi la stratégie de « diviser pour mieux régner » de Sarkozy/Hortefeux a été mise à l'épreuve de la visibilité collective des sans papiers par l'occupation de la Bourse du Travail de Paris par des centaines de sans papiers de la CSP75.

Comment construire un « TOUS ENSEMBLE » public, privé, français(e)s, immigré(e)s, travailleurs avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, comment faire en sorte que chaque statut, chaque catégorie de travailleur puisse avoir intérêt à lutter ensemble pour que les patrons du CAC 40 payent la crise ?! En effet, toutes les catégories de travailleurs doivent pouvoir retrouver leurs revendications globales et spécifiques pour réaliser ce TOUS ENSEMBLE dont la société est grosse. Il faut donc une plateforme revendicative concrète et précise. C'est en tout cas ce que les Guadeloupéens colonisés ont réussi pour réaliser leur extraordinaire et encourageante victoire.

Telle est l'équation posée et à résoudre par les dirigeants du mouvement syndical de France !



## Victoire : A la demande du peuple Malien, l'Etat Malien ne signe pas l'accord d'expulsion des travailleurs sans papiers Maliens de France !

Par le CNSP

L'information rend fier et heureux, le Mali sauve l'honneur des pays africains! En effet, comme du temps des colonies, Paris a imposé aux Etats semi-coloniaux Africains les « accords de réadmission » qui externalisent hors de l'Union Européenne (UE) les politiques racistes de chasse à l'étranger, qui sont devenues la nouvelle marque des « valeurs universelles de la civilisation européenne ». De la Libye au Sénégal, du Maroc au Cameroun, les proconsuls Africains ont monnayé l'expulsion des travailleurs sans papiers avec les Sarkozy/Hortefeux...

Sauf le Mali, qui vient de rejeter le diktat colonial Français. Non seulement Sarkozy dans ce langage ordurier qui lui est coutumier insulte l'Afrique et les Africains qui « ne sont pas suffisamment entrés dans l'histoire » à Dakar, mais l'humiliation est poussée à son summum par les signatures contre de l'argent des expulsions.

L'UE a déjà imposé *Frontex*, c'est-à-dire cette guerre navale déguisée qui consiste à l'occupation de fait par des navires de guerre des eaux territoriales des Etats soi-disant

« indépendants » d'Afrique. L'UE tue des enfants d'Afrique à Ceuta et Melilla en toute impunité. L'UE adopte des lois votées au parlement de Bruxelles transformant les pays européens en prison pour immigrés, y compris les enfants. L'UE se réunit à Vichy, capitale du Pétaïnisme fasciste, raciste et antisémite, pour harmoniser les politiques xénophobes de chaque Etat européen, ...

Seuls des pays comme la Bolivie, l'Equateur et le Venezuela, respectivement dirigés par MORALES, CORREA et CHAVEZ ont dénoncé avec force le marais raciste dans lequel s'enfonce l'UE et ont décidé à juste titre des mesures de rétorsion.

La CNSP appelle le peuple Français, les forces démocratiques, à soutenir la résistance du peuple et de l'Etat Malien contre les chantages inadmissibles de l'Etat Français, pour que vive la valeur de l'égalité entre les peuples et les humains.

## Contre les médias mensonges impérialistes d'ici, relayons la vérité des luttes peuples Africains

Les voix de l'Afrique, sans voix dans nos médias, commencent à percer à nouveau le mur compact de la censure et des mensonges médiatiques entretenus ici en Occident sur le continent Africain. En effet, l'Afrique n'intéresse les médias que quand l'actualité macabre donne l'occasion de déverser les habituelles rengaines esclavagistes ou coloniales sur « la barbarie, la sauvagerie, la cruauté, la paresse, la misogynie, l'ignorance, l'incompétence, la naïveté, l'infantilisation des africains ». Ces stéréotypes, ces clichés, répandus depuis les temps de la traite, de l'esclavage et de la colonisation, ont encore cours aujourd'hui pour maquiller la domination néocoloniale des peuples Africains par « notre » impérialisme notamment. Et quand des résistances contre le semi-colonialisme se manifestent, les résistants sont voués aux gémonies, sont criminalisés en utilisant justement les préjugés sur les Africains pour brouiller les cartes, duper l'opinion publique ici et tuer toute mobilisation internationaliste solidaire avec les luttes des peuples et des travailleurs Africains. Voilà pourquoi nous avons un grand plaisir à publier à l'occasion du 60ème anniversaire de la *Déclaration des Droits de l'Homme* cette riposte Africaine aux mensonges impérialistes totalitaires orchestrés par Tony BLAIR et G.W. BUSH contre le Président MUGABE, dirigeant de la lutte de libération nationale du Zimbabwe.

### Robert Mugabe, l'insoumis et le bouc émissaire

par Aminata D. Traore, Ancienne ministre, Essayiste, Animatrice du Forum pour un Autre Mali (FORAM).



**« Il n'est pas certain que l'extrême personnalisation du conflit et la diabolisation de l'un des principaux protagonistes - Robert Mugabé en l'occurrence - ait aidé en quoi que ce soit à clarifier les enjeux de la lutte sociale et politique en cours au Zimbabwe »** Achille Mbembe (*Zimbabwe : le cynisme des nations*)

#### QUI JUGE QUI ? POUR QUELS CRIMES ?

Le torrent de boue dont on couvre Robert Mugabé depuis de longs mois a quelque chose de nauséabond et de suspect. J'en souffre.

"Qui le juge ? De quels crimes est-il coupable ?" sont parmi les questions que nous sommes nombreux à nous poser, ce 10 décembre 2008, à l'occasion du 60ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH).

"A 85 ans, pourquoi s'accroche-t-il tant au pouvoir ?" entendons-nous dire. Est-ce une raison suffisante pour l'humilier ? Est-il le seul de cette génération, à occuper ce poste à un tel âge ?

"Il est au pouvoir depuis 28 ans." En terme de longévité au pouvoir, est-il le doyen en Afrique ?

"La fraude électorale ?": A-t-on oublié les élections américaines de 2000 ?

Rares sont ceux qui, en dehors du continent, se doutent des enjeux véritables de cette campagne de dénigrement et de déstabilisation d'une rare violence contre cet homme, tant le titre de dictateur sied aux dirigeants du Sud, plus particulièrement ceux du Continent noir. Il suffit de regarder du côté de la Cour Pénale Internationale pour s'en convaincre. Pendant ce temps les fauteurs de guerre en Irak et en Afghanistan se posent en défenseurs des Droits de l'Homme au Zimbabwe et partout ailleurs.

Puisqu'ils ne sont pas à une contradiction près, les puissants de ce monde élèvent par ailleurs des murs devant ceux dont ils prétendent défendre les droits lorsque

ceux-ci tentent d'échapper aux effets destructeurs du capitalisme mondialisé. Le pacte européen sur l'immigration et l'asile dont la France a fait de l'adoption une priorité dans le cadre de sa présidence de l'Union Européenne, est l'une des traductions de ce cynisme.

#### 2. L'INDIGNATION SELECTIVE

L'indignation et la justice à géométrie variable qui jettent le discrédit sur les Droits de l'Homme tournent au scandale lorsque George W Bush se joint à Gordon Brown et Nicolas Sarkozy pour exiger la démission de Robert Mugabé, responsable selon eux des 600 victimes du choléra. Toute perte de vie humaine est un drame. Mais alors, que dire des guerres en Irak et en Afghanistan qui ont fait près d'un million et demi de morts ?

Robert Mugabe aurait ruiné son pays dont l'économie était florissante et violé les droits des Zimbabweens. En huit années d'une gestion calamiteuse George W Bush, a fait pire en conduisant l'économie la plus puissante de la planète au bord du gouffre avec des conséquences dramatiques et pour son pays et pour le reste du monde : accroissement du chômage, pertes de revenus, tensions sociales et violences en tout genre.

Que fait et que compte faire la fameuse communauté internationale dont George W Bush et ses alliés se réclament face au drame de l'Irak, puisqu'il a enfin admis qu'il a commis une "erreur" tout en se défaussant sur des services de renseignements qui lui auraient présenté Saddam Hussein comme une menace pour les USA ? Ce mea-culpa tardif n'incite, visiblement, ni le Président américain, ni le Premier ministre britannique à changer de regard et de perspectives quant au Zimbabwe. Le départ de Robert Mugabé, le Saddam Hussein de Tony Blair, est une obsession. Et tant mieux si la faim, le chômage, la maladie et la fuite des Zimbabweens, provoqués par des années d'isolement et de sanctions économiques, peuvent être instrumentalisés en vue d'at-

teindre cet objectif. Un tel acharnement participe, bel et bien, à la criminalisation, la traque et l'élimination de la "racaille" dans les banlieues du monde globalisé.

Ainsi va le monde, soixante ans après la déclaration universelle des Droits de l'Homme (DUDH). Le "plus jamais ça" est parfaitement valable pour les "civilisés" qui évitent la guerre chez eux et se serrent les coudes dans la mise au pas des "barbares". Pillée et humiliée, l'Afrique se doit de tirer le maximum d'enseignements de cette réalité en apprenant à distinguer les conséquences des actes de sabotage économique et de déstabilisation des dirigeants qui osent dire "non", de la mauvaise gestion que les démocraties occidentales savent, du reste, pardonner tant que leurs intérêts ne sont pas menacés.

#### 3. L'ASPHYXIE ECONOMIQUE

Pêle-mêle, les ennemis de Robert Mugabe retiennent, contre lui, en plus de l'expropriation des fermiers blancs des terres agricoles, l'hyperinflation qui chasse les élites (médecins, avocats, enseignants, journalistes...) du pays, l'opération de déguerpissement des mallogés en 2005, la fuite de plus de trois millions zimbabweens vers l'Angleterre et l'Afrique du Sud, la répression des opposants, le pourcentage élevé de personnes atteintes du SIDA, la faim et, à présent, l'épidémie de choléra.

Mais, la quasi-totalité des situations imputées à l'incapacité du dirigeant zimbabween à gérer son pays résulte d'abord du non-respect d'engagements pris, l'une des caractéristiques de nos rapports avec les pays riches comme l'attestent, plus récemment, les fausses promesses d'aide du Sommet de *Gleneagles*. L'argent qui coule à flot ces derniers temps dans le cadre du sauvetage des banques a toujours fait défaut quand il s'agit d'honorer les engagements pris envers les peuples dominés. Le facteur déclencheur de la crise zimbabweenne est plus précisément le non-respect par la Grande-Bretagne de l'accord de *Lancaster House* (signé en 1979) selon lequel elle devait dédommager les fermiers blancs dans le cadre de la réforme agraire.

La terre - un enjeu central dans toutes les sociétés dont l'économie repose sur l'agriculture - est donc au cœur de la rupture. C'est en cela que le bras de fer entre l'ex-Rhodésie du Sud et l'ancienne puissance coloniale est emblématique des tensions en Afrique Australe et des conflits à venir à l'échelle du Continent puisque l'ouver-

ture au marché rime de plus en plus avec l'octroi de centaines de milliers d'hectares aux investisseurs étrangers au détriment des petits producteurs.

L'économie zimbabwéenne était florissante et Robert Mugabé fréquentable tant que la minorité de fermiers blancs d'origine britannique pouvaient faire travailler des centaines de milliers d'ouvriers agricoles noirs sur les millions d'hectares de terres agricoles qui étaient en leur possession. Le héros de l'indépendance est devenu l'homme à abattre à partir du moment, où face au refus de Tony Blair de respecter les termes de l'accord de *Lancaster House*, il a dû récupérer les terres des fermiers blancs. Tout a depuis lors été dit à propos de la redistribution de ces terres qui n'aurait profité qu'aux proches de Robert Mugabé. La réalité est toute autre. Des milliers de familles sans terre jouissent aujourd'hui de leur droit à ce moyen de production. L'irrigation, les fertilisants, les prêts et la mécanisation sont autant d'efforts fournis dans le cadre de cette réforme agraire, avec les maigres moyens de l'Etat, la priorité étant la couverture des besoins nationaux par l'agriculture nationale.

L'Europe, l'Amérique du Nord, l'Australie, la Nouvelle-Zélande ont réagi dès la première procédure de retrait des terres, en 1997. Le dollar zimbabwéen a commencé à chuter et les sanctions économiques à pleuvoir : privation du pays de toute aide extérieure, de crédit, d'assistance de la part des institutions financières internationales et l'interdiction d'échanges commerciaux avec les entreprises américaines. Le pays de Robert Mugabé n'a bénéficié d'aucune aide en matière de balance des paiements depuis 1994 alors que jamais auparavant, il n'avait été privé d'apports extérieurs. Il a fallu, faute de prêts assortis de conditions favorables, procéder à des émissions monétaires.

L'ingérence et la subversion à la base consistent dans ces circonstances à créer la pénurie en privant l'Etat souverain de moyens et à soutenir des ONG et des opposants politiques qui s'attirent la sympathie des populations auprès desquelles ils interviennent.

Les conséquences de l'embargo et des sanctions économiques ont été aggravées par des sécheresses autrefois cycliques (à peu près tous les dix ans) mais désormais fréquentes du fait des perturbations climatiques.

#### 4. L'ALIBI DEMOCRATIQUE

La Grande-Bretagne prendrait une sacrée revanche sur l'histoire et rendrait un immense service aux fermiers blancs qui attendent, si elle parvenait à porter au pouvoir dans son ancienne colonie, un dirigeant de son choix ou tout au moins acquis au libéralisme économique.

Au-delà de la Grande-Bretagne, les puissances coloniales et leurs alliés n'ont jamais eu autant besoin de renforcer leur présence en Afrique, l'avancée de la Chine étant une véritable menace pour eux. Ils y arrivent au prix de l'ingérence, de la subversion et de la guerre. C'est

dire jusqu'à quel point le fossé est abyssal entre la rhétorique sur la démocratie, les Droits de l'Homme et les desseins des Etats libéraux d'Europe et d'Amérique sur le Continent noir.

Le débat houleux qui pendant longtemps a opposé les Occidentaux aux dirigeants des pays d'Asie dont la Chine quant à la primauté des droits économiques et sociaux sur les droits politiques ressurgit ainsi à la faveur de la mondialisation néolibérale sans être pris en charge de manière conséquente par les formations politiques africaines, la société civile et les médias. Il en est ainsi parce que les dirigeants africains savent que leurs pays seraient dans le même piteux état que le Zimbabwe s'ils s'avisent, à l'instar de Robert Mugabe, d'aller à l'encontre des intérêts dominants. La politique de la terre brûlée est réservée, comme ce fut également le cas pour la Guinée de Sékou Touré, à tous ceux qui s'écartent du "droit chemin".

Pour l'heure, en dépit du satisfecit des Occidentaux pour certaines "transitions démocratiques", le vote ne sert qu'au renouvellement du personnel local du système-monde. Les électeurs locaux en deviennent, à leur propre insu des clients de la politique spectacle et les victimes des rapports marchands qui lui sont sous-jacents. Les sujets qui peuvent écorcher les oreilles du G8, de l'UE et les IFIS, tel que le pillage des matières premières de l'Afrique, le diktat des grandes puissances, la dette extérieure, les réformes néolibérales sont soigneusement écartés du débat électoral quand débat il y a. Et gare aux esprits critiques (opposants, médias, citoyens avisés...) qui osent défier les dirigeants dirigés dans leurs comportements mimétiques et complaisants. Ils sont combattus, de manière sournoise ou ouverte. Par contre, les faux opposants, les médias aux ordres, les associations et ONG qui savent manier la langue de bois seront épargnés, récompensés et utilisés pour soigner l'image du pays.

#### 5. NOUS SOMMES TOUS ZIMBABWEENS!

Rien ne justifie l'humiliation de Robert Mugabé et les privations imposées à son peuple afin qu'il se soulève et le renverse. Il n'est pas paranoïaque puisque Gordon Brown et ses alliés, après avoir poussé Morgan Tsvangirai, marchent à présent à visage découvert et sans complexe, lui demandant de démissionner. Nommer et défier ses agresseurs n'a rien à voir avec la haine des Occidentaux véhiculée par certains médias qui excellent dans le lavage des cerveaux quant à Robert Mugabe. Précisément, parce qu'il se savait le dirigeant d'un pays composé de Blancs



et de Noirs, il a tenté de les fédérer en nommant des ministres zimbabwéens d'origine britannique dans son gouvernement

Robert Mugabé n'est en aucun cas ce bourreau qui affame son peuple et le condamne à mourir du choléra et de je ne sais quelle autre maladie. Les quinze années durant lesquelles il avait les mains libres, il a réussi à réaliser le taux d'éducation le plus élevé du continent en plus des performances économiques enregistrées. On ne peut lui reprocher non plus de s'être enrichi personnellement; à l'instar de la plupart de ses homologues même si certains excès sont reprochés à son épouse.

La persécution dont il est l'objet augure en réalité des difficultés à venir chaque fois qu'un dirigeant africain voudra se démarquer de la pensée unique en revendiquant la souveraineté économique, politique et alimentaire. Nous serons faibles et vulnérables tant que, face à une telle situation, les peuples conscients des enjeux et des dangereux rouages du monde actuel ne prendront pas leurs destins en mains et ne défieront pas eux-mêmes leurs dirigeants mais aussi l'Union Européenne, les IFIs, les anciennes puissances coloniales en quête de lieux d'ancre; de matières premières et de parts de marchés...

Nous sommes tous des Zimbabwéens face au défi de la nouvelle citoyenneté qui fera de nous les seuls et véritables responsables de l'alternance politique dans nos pays et de la défense de tous nos droits.

Notre journal paraît à raison de 4 numéros par an. Il livre au lecteur progressiste, communiste, militant, des articles d'analyse, d'information, sur le plan local, national et international, ainsi que des informations régulières concernant les activités et initiatives de notre organisation...

**PROFITEZ DE CE NUMÉRO  
POUR VOUS ABONNER!**

Chèque à l'ordre de la Coordination Communiste  
10 euros = 6 n° / Coordination Communiste, BP 51, 59007 Lille CEDEX  
[coordcommuniste@numericable.fr](mailto:coordcommuniste@numericable.fr)

## Mandat contre le Président du Soudan : La CPI est un tribunal colonial !

Le Président BECHIR du Soudan vient d'être inculpé par la Cour Pénale Internationale (CPI) pour « crime de guerre et crime contre l'humanité au Darfour ». MILOSEVIC a été condamné par le même tribunal à la botte des puissances agressives guerrières pour avoir défendu par les armes l'unité de son pays, la YOUGOSLAVIE que l'Allemagne et les USA ont fait éclater en plusieurs micro-états ethniques transformés en semi-colonies dirigées par des proconsuls vasaux.

La CPI est manifestement ainsi intégrée dans l'arsenal punitif de l'UE, des USA et de l'OTAN. Les USA ne reconnaissent pas la CPI, mais se sont félicités du mandat d'arrêt contre BECHIR. Ainsi sont potentiellement dans les cartons de cette pseudo-juridiction internationale via parfois des tribunaux nationaux des pays impérialistes : le président Rwandais KAGAME par le juge Bruguière, le président Zimbabwéen MUGABE par l'Angleterre, le président Ivoirien GBAGBO et son épouse traités de « fascistes » par Chirac, le Président ASSAD de Syrie « soupçonné d'avoir fomenté l'attentat contre HARRIRI », etc. En fait la dite « communauté internationale » est à la fois juge et partie selon ses intérêts impérialistes.

Toutefois, à l'instar du cas MUGABE, les pairs bourgeois Africains de BECHIR se sont ouvertement opposés à cette procédure qu'ils qualifient de « deux poids, deux mesures ». En effet, ce n'est pas un hasard non plus si l'annonce de la CPI tombe au moment où se développe la campagne populaire internationale antisioniste exigeant un procès contre les criminels de guerre israéliens qui viennent de massacrer le peuple Palestinien à Gaza. Le piège sioniste d'une division entre les Noirs et les Arabes semblent pour le moment échouer. Il semble qu'il y ait une fronde de plus en plus perceptible des chefs d'état des néo-colonies Africaines depuis que les moyens de corruption des puissances impérialistes occidentales

s'amenuisent et que Chine, Inde, Brésil et Russie investissent et prêtent en Afrique à des taux sans commune mesure avec les taux usuriers pratiqués par les parasites du capital financier Européen et Etatsunien.

Le Soudan possède du pétrole et son principal partenaire commercial est la Chine. Or, contrôler les matières premières stratégiques pour en empêcher l'accès aux autres est une dimension stratégique de la politique extérieure des USA et dans son sillage de l'UE. Voilà pourquoi la CPI s'acharne contre BECHIR et instrumentalise hypocritement et cyniquement les 300.000 victimes de la guerre qui sévit au Darfour. Gabriel Trujillo, responsable adjoint des programmes de MSF dans l'ouest Darfour dénonçait ainsi le 23/03/07 la campagne médiatique lancée en France pour une intervention armée et la mise en place de corridors humanitaires : « *Aujourd'hui, parler de massacres de grande ampleur, de génocide, de famine et d'épidémies massives dans une région privée d'assistance est totalement à contretemps. Il y a bien eu des massacres de grande ampleur au Darfour, mais en 2003-2004 lors de la campagne de terreur lancée par le régime soudanais contre les rebelles...* ».

On ne doit pas non plus oublier que le mandat d'arrêt contre BECHIR a été aussi préparé par ce qu'a révélé le scandale de l'Arche de Zoé en France, alias *Children Rescue* au Tchad, ONG qui a été prise en flagrant délit de rapt de plus d'une centaine d'enfants Tchadiens présentés aux candidats français(e)s à l'adoption comme étant des enfants du Darfour. L'Arche de Zoé avait lancé « un cri d'alarme » à propos du Darfour en ces termes : « *Il faut sauver les enfants du Darfour pendant qu'il est encore temps. Dans quelques mois, ils seront morts !* » ([www.archedezoe.fr/](http://www.archedezoe.fr/)). Sarkozy avait dit qu'il « irait les chercher quoi qu'ils aient fait » et une fois ramenés les voleurs d'enfants Tchadiens sont tous libres. L'opération dite « humanitaire » utilisait la logisti-

que de l'armée française stationnée au Tchad qui a empêché, à plusieurs reprises, le renversement du dictateur assassin I. DEBY par ses opposants. L'UE a accru sa présence militaire aux frontières du Soudan au Tchad et en Centrafrique.

En fait cette histoire de mandat d'arrêt de la CPI contre le Président du Soudan est une guerre non dite contre l'accès de la Chine en développement aux matières premières. Mais celle-ci semble être plus le fait de l'UE que des USA, car l'arrestation de Laurent NKUNDA, dissident congolais de l'armée nationale qui a semé avec l'aide jusqu'ici du gouvernement Rwandais la mort (plus de 4 millions de morts) et la désolation à l'Est de la RDC entérine de fait les contrats miniers signés par KABILA fils avec la Chine auprès de qui les USA sont fortement endettés. Dans le contexte de l'actuelle crise systémique du capitalisme mondial, OBAMA, nouveau Président des USA, joue du bâton et de la carotte pour préserver les intérêts des monopoles capitalistes des USA en Afrique, mais tient en compte la relative dépendance des USA vis à vis de la Chine. Laurent NKUNDA a été sacrifié par KAGAME pour satisfaire les intérêts stratégiques du moment des USA.

John Reid, le Secrétaire à la défense britannique sait parfaitement que les populations du Darfour meurent parce que selon ses propres mots cyniques : « *La vérité brutale, c'est que la pénurie d'eau et de terres agricoles est un facteur qui contribue significativement au conflit tragique que nous voyons se développer au Darfour* » (cité par Michael Klare, professeur au Hampshire College à Amherst, Massachusetts - Etats-Unis).

Tous les actes quotidiens des puissances occidentales démontrent aux peuples du monde que l'impérialisme des USA, de l'UE et des sionistes d'Israël constitue une menace permanente pour la paix, l'indépendance, le droit au développement, l'égalité entre les humains, entre les peuples et la justice.

## Ghaza : une défaite de plus pour l'impérialisme

### TRIO LA MUERTE !

TRIBUNAL INTERNATIONAL DES PEUPLES



**VOUS ÊTES CONDAMNÉS  
À PERPÉTUITÉ  
POUR CRIMES CONTRE  
L'HUMANITÉ !**

L'agression israélienne perpétrée sur Ghaza en décembre-janvier dernier n'a pas encore fini de révéler l'étendue de l'horreur vécue par les populations palestiniennes. Plus de 1400 morts, des milliers de blessés dont une très grande majorité sont des civils, et parmi les victimes des centaines de femmes et d'enfants. Sans oublier les infrastructures systématiquement détruites par l'armée sioniste.

**Une agression programmée, des moyens militaires disproportionnés**

L'argument invoquant la rupture d'une trêve par le Hamas, et relayé par tous les médias et par les puissances impérialistes (USA, UE), mais aussi par Sarkozy-Kouchner, et exonérant donc encore une fois Israël (le bourreau qui devient victime) est fallacieux. En réalité la trêve décidée à Ghaza par le Hamas et négoc-

ciée avec Israël durant laquelle aucun tir de roquette n'a eu lieu, a été clairement rompue par Israël qui a lancé contre Ghaza une opération militaire meurtrière en novembre 2008. Cette trêve devait également s'accompagner d'une levée de l'embargo total imposé à Ghaza, punition collective infligée par Israël et soutenue par l'UE et les Etats-Unis, à la population palestinienne qui avait mal voté aux dernières élections. En réalité, cette agression était programmée de longue date. Des plans d'attaques militaires étaient déjà finalisés dès août 2008, selon la presse israélienne.

L'armée sioniste a utilisé la stratégie de la terreur, en utilisant tout son arsenal : bombardements intensifs, missiles, bombes au phosphore et autres armes de destruction massive sans aucun discernement sur les cibles visées.

Le premier objectif visé était bel et bien

de briser l'incroyable résistance palestinienne. Avec des moyens dérisoires face à la machine de guerre sioniste, elle a su faire montre d'une combativité et d'une unité exemplaires. Cette résistance a été le fait de toutes les forces politiques palestiniennes, et ne se limite donc pas au seul Hamas comme la plupart des médias l'ont méthodiquement martelé comme si le seul fait d'évoquer ce dernier justifiait les crimes commis par Israël.

## Lutter contre L'antisémitisme Oui mais comment?



Le 2<sup>ème</sup> objectif visé concerne clairement les relations futures entre Washington et Tel Aviv car perpétré très peu de temps avant l'investiture d'Obama. Mettre la nouvelle administration devant le fait accompli afin de maintenir la ligne de soutien inconditionnel à Israël, telle a été la tactique sioniste. Israël a peur que l'aspiration du peuple étatsunien à la paix ne contraigne Obama à envisager la remise en cause du soutien inconditionnel à la politique sioniste. Par conséquent un éventuel rééquilibrage de la politique dans cette zone du Moyen-Orient constituait une source d'inquiétude pour Israël.

Le 3<sup>ème</sup> objectif était de faire payer aux palestiniens l'humiliation subie par l'armée sioniste au cours de l'été 2006 au Liban où elle a essuyé une cinglante défaite face à la résistance libanaise. C'est également un message clair adressé à l'Iran, qui reste pour Israël, un objectif à court terme.

Enfin, le 4<sup>ème</sup> objectif est électoraliste puisque cette guerre de colonisation a été programmée par le « parti du centre » (Kadima) et le parti Travailliste (socialiste) comme tactique pour damer électoralement le pion à la droite (le Li-

koud) et aux fascistes. Les sionistes toutes tendances confondues ont décidé de tuer ouvertement enfants, vieillards, femmes, de détruire Ghaza dans l'espoir de gagner le choix majoritaire des électeurs israéliens !!

### La défaite israélienne, une défaite de plus pour l'impérialisme

Sur au moins 3 objectifs poursuivis, le gouvernement sioniste a subi une cinglante défaite. Tout d'abord, cette guerre a permis aux palestiniens de resserrer les rangs et c'est unis qu'ils ont combattu. Cette résistance dans l'unité est en train de transcender les divisions passées puisque les différents courants politiques allant de la gauche palestinienne (FPLP, FDLP, PPP) au Hamas en passant par le Fatah ont tous déclaré l'unité comme incontournable pour mener leur combat de libération.

Deuxièmement, la politique du fait accompli et l'éternel argument de la sacro-sainte 'sécurité' d'Israël comme prétexte à tous les crimes perpétrés par les sionistes, à toutes les résolutions bafouées ont été largement battus en brèche. La réalité d'une guerre d'occupation menée par une armée coloniale utilisant des armes de destruction massive n'a jamais été aussi avérée. Partout dans le monde, sur les 5 continents, les peuples ont largement et massivement manifesté leur colère et indignation face aux crimes barbares de l'armée d'Israël. Le mythe de 'l'Etat démocratique' sans cesse ressassé par les médias et les puissances impérialistes a littéralement explosé aux yeux de tous les peuples du monde. Le Venezuela et la Bolivie ont expulsé les Ambassadeurs

Israéliens en guise de protestation contre la sauvagerie sioniste. L'Union Européenne aura beaucoup de difficultés à justifier le rehaussement du niveau de sa coopération avec cet Etat assassin. Plus encore, et pour la première fois, de nombreuses voix s'élèvent pour qu'Israël soit traduit devant le TPI pour crimes de guerre.

Enfin, sur le plan interne, dans une période de crise générale du capitalisme, l'économie israélienne est exsangue, le paysage politique fortement modifié et morcelé. L'agression sioniste a montré le consensus sioniste colonialiste entre tous les partis israéliens. Les élections ont été marquées par un échec cinglant pour Kadima (le parti d'Olmert) et pour la 1<sup>ère</sup> fois, l'extrême droite sioniste est devenue la 3<sup>ème</sup> force politique, reléguant le Parti Travailliste sioniste au statut de figurant.

**Le combat du peuple Palestinien est un combat contre le colonialisme. La défaite subie par Israël et avec elles par les puissances qui le soutiennent, est une victoire de plus des peuples face aux agressions impérialistes et s'ajoute ainsi aux échecs de ces puissances impérialistes en Irak, au Liban, et en Afghanistan...**

Plus que jamais, l'Unité du peuple palestinien dans la résistance est la seule option stratégique à même de gagner le combat contre le colonialisme sioniste.

Il nous appartient de démultiplier toutes les formes de soutien à la guerre de libération de ce peuple en vue de l'instauration d'un Etat Palestinien. Comme pour l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid, il nous appartient également de mettre en place un vaste mouvement de solidarité afin d'exiger de nos Etats l'arrêt de la coopération avec Israël, de faire pression pour imposer à Israël l'application du droit international et de toutes les résolutions bafouées de l'ONU.

## Non, résistance n'est pas terrorisme !

A l'initiative d'une camarade marxiste-léniniste belge, Nadine Rosa-Rosso, une pétition traduite en 11 langues est lancée depuis le mois de février pour le retrait du Hamas et du Hezbollah des organisations classées comme terroristes par l'Union Européenne : « A l'occasion des élections européennes de juin 2009, nous adressons un appel urgent à tous les candidats aux 736 sièges du Parlement européen. Nous leur demandons de s'engager à obtenir le retrait immédiat et inconditionnel du Hamas et de toutes les organisations de libération palestiniennes de la liste européenne des organisations terroristes. Nous demandons que l'Union européenne reconnaisse le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Cela implique la reconnaissance du Hamas par l'Union européenne comme un mouvement légitime de libération nationale. »

Selon les signataires de cet appel, l'Union Européenne confond sciemment « résistance » et « terrorisme » dans la droite ligne des puissances guerrières qui assimilaient toute résistance anti-coloniale ou anti-impérialiste à du « terrorisme », du FLN algérien et du Vietminh en passant par les maquis français résistants à l'occupation nazie... pendant qu'elle apporte son aide politique, diplomatique et logistique à l'entreprise meurtrière d'Israël, au sud Liban (2006) et à Ghaza (2009) notamment. Cette confusion volontaire est un acte propagandiste visant à masquer le caractère éminemment terroriste du sionisme, du colonialisme Israélien autant qu'à réduire le soutien naturel des masses dans les pays européens vis-à-vis de ces organisations de résistance...

De nombreuses personnalités françaises et d'autres pays européens ont déjà signé cet appel, militants anticolonialistes et anti-impérialistes (José Saramago, Houria Bouteldja, Tarik Ramadan, François Houtard, Jean Bricmont, Raoul Marc Jennar, Viktor Dedaj), mais aussi communistes (Henri Alleg, Domenico Losurdo, Michel Collon, Annie Lacroix-Riz, Danielle Bleitrach, Roland Diagne, Saïd Bouamama, etc.)

Pour envoyer vos signatures, écrivez à l'adresse suivante : [vervaetluk@gmail.com](mailto:vervaetluk@gmail.com)



Khaled Meshaal, un des leaders du Hamas, avec Ahmed Jibril, un des dirigeants du FPLP-CG

# ENFANTS DE GAZA, ENFANTS DE PALESTINE, C'EST L'HUMANITE QU'ON ASSASSINE !



Dès le 28 décembre, au lendemain des premiers bombardements israéliens sur la population palestinienne de Gaza, avaient lieu partout dans le monde des mobilisations populaires. A Lille, quelques 1 500 manifestants défilaient pour exiger l'arrêt des massacres et des sanctions contre Israël. A l'initiative de l'Association France Palestine Solidarité Nord-Pas de Calais et de la Communauté Palestinienne du Nord, un Collectif d'organisations et d'associations progressistes organisera, dans un souci d'unité large, des mobilisations dans notre région, mobilisations qui ne cesseront de s'amplifier de semaine en semaine. Ainsi, le 20 janvier, 20 000 personnes manifestaient dans les rues de Lille pour dénoncer l'État terroriste d'Israël et ses complices, les États Unis, l'Europe et la France en particulier - qui « rehaussait » ses relations avec Israël pendant que celui-ci larguait des tonnes de bombes sur cette petite bande de terre palestinienne - et certains États arabes comme l'Égypte, que l'Europe qualifie de « modérés » !

La barbarie israélienne a provoqué une gigantesque indignation des peuples et, de la Suède à l'Afrique du Sud en passant par la Pologne, une nouvelle prise de conscience, notamment en Europe, sur la nature profondément raciste et criminelle de l'Etat sioniste, a changé la dimension du soutien à la lutte du peuple palestinien. En France, de nombreux manifestants d'origine européenne, comme des milliers d'Arabes, de jeunes et de femmes, peu coutumiers des manifestations, sont descendus dans les rues crier leur colère et manifester leur solidarité avec la population martyre de Gaza : oui, il y a un « avant Gaza » et un « après Gaza » : rassemblements, conférences, témoignages et débats, pétitions, dépôts de plaintes, démarches juridiques auprès de tribunaux internationaux, opérations boycott...les multiples actions et initiatives prises depuis la fin de l'opération dite « plomb durci » prouvent que la solidarité, restée de trop longues années à l'état de compassion passive, s'est transformée en solidarité active. Rester mobilisés dura-

blement est un impératif pour NE PAS OUBLIER, comme nous l'avons martelé lors des manifestations, pour qu'Israël soit enfin condamné pour chacun de ses crimes.

## Médias, dites la vérité !

Pendant trois semaines, un million et demi de Palestiniens, affamés et assiégés ont vécu un enfer : totalement coupés du monde, les habitants de Gaza, dont près de 80% sont des réfugiés de 1948 et de 1967, fuient les bombes au phosphore blanc et à l'uranium dit « appauvri » de la « seule démocratie du Moyen Orient », selon les Occidentaux. Les Palestiniens donnent alors au monde une magistrale leçon de courage et de résistance face aux bombardements aériens, terrestres et maritimes de cette armée d'assassins qui a pilonné jours et nuits les maisons et immeubles, écoles et hôpitaux, mosquées et bâtiments de l'ONU, massacrant et torturant femmes et enfants, bébés et vieillards, tout un peuple qui a toujours refusé, avec leurs frères de Cisjordanie, de Jérusalem, de la Palestine historique, des camps de réfugiés du Liban ou de la Syrie, la soumission à l'occupation et à la colonisation de sa terre.

Face à ce nouveau crime contre l'Humanité signé par les sionistes de gauche et de droite, Livni, Barak, Olmert, les médias français, dans leur très grande majorité ont été, une nouvelle fois, à la botte et se sont faits les relais des agresseurs en reprenant à leur compte leurs thèses et prétextes : « droit à la sécurité d'Israël », « trêve rompue par le Hamas », « roquettes et tunnels de contrebande terroriste »...Les « journalistes » s'empressent de donner la parole à « la victime » qui parle de « légitime défense ». Les « rôles » sont ainsi, depuis 60 ans, inversés et le peuple occupé, colonisé, martyrisé, humilié, emprisonné, assiégé, torturé, massacré, épuré, lui, n'a jamais la parole. Quelle radio, quelle télé française était présente à Gaza ? Aucune ! « Notre correspondant à Jérusalem » ou dans la colonie juive de Sdérot (village palesti-

nien de Najd rasé en 1948) a très déontologiquement relayé sans aucun scrupule la propagande de l'armée d'occupation et donné sans vergogne la parole aux porte-parole de l'État terroriste.

Les manifestants n'ont cessé de condamner ce « deux poids, deux mesures » permanents et d'exiger que la vérité, toute la vérité soit dite ; c'est ce travail que nous, progressistes, avons à faire sans relâche pour démonter la pyramide de mensonges sur laquelle s'est construit l'État sioniste illégitime, créé en chassant un peuple de sa terre ; nous avons à déconstruire les mythes du « peuple juif », « de la terre sans peuple pour un peuple sans terre », des « kibboutz socialistes », de « la démocratie israélienne », des « processus de paix » et autres leurres qui ont fait d'Israël un gendarme puissant du camp impérialiste au Moyen-Orient, un pion occidental stratégique entre l'Afrique et l'Asie. Notre responsabilité de citoyens, militants de la justice et de la paix, est d'être nous-mêmes journalistes, avec un « J » comme Justice, en opposant les faits historiques à ces mythes, toujours défendus par les soutiens affichés ou non à la politique israélienne, amis des Sarkozy, Delanoë et Cohn Bendit.

Parce que toute l'histoire de l'Etat juif témoigne de l'absence de différence idéologique entre le sionisme de Herzl et de Jabotinsky, entre celui de Shimon, Perez; Rabin et de Lieberman, nous devons clairement condamner cette idéologie raciste, cette « bête immonde » condamnée par une résolution de l'ONU en 1995, et dénoncer cet odieux chantage à l'antisémitisme, forme de terrorisme intellectuel dont le but est de faire taire les voix anti-sionistes.

## La gauche attend, hésite et s'absente des mobilisations populaires...

Si une partie de la gauche, politique et syndicale, a condamné les massacres à Gaza, elle n'a jamais manqué d'ajouter aussitôt qu'Israël avait aussi « droit à la sécurité » (M.G. Buffet) et que « balancer des roquettes sur des civils était des cri-

mes de guerre » (H. Flautre- Verts). Cette même gauche sait parfaitement qu'Israël est une des premières armées du monde, qu'elle dispose d'un gigantesque arsenal militaire ultra-perfectionné et de quelques 200 têtes nucléaires ! Par ailleurs, pourquoi un État terroriste qui pratique le nettoyage ethnique depuis près d'un siècle aurait le droit de « vivre en toute sécurité » ? Pas de justice, pas de paix ! Quant aux condamnations de roquettes « balancées sur des civils », formulation qui consiste à mettre face à face des bombardiers, chars, drones, blindés, sous-marins, vedettes lance-missiles... avec des roquettes qui, en effet, ne disposent pas de systèmes de visée perfectionnés, que les donneurs de leçons en fournissent donc et en quantité utile, à la Résistance ! Celle-ci pourra ainsi cibler précisément tous les bâtiments militaires et officiels israéliens.

Si cette gauche n'a pas, ou si peu, mobilisé ses militants et sa base, si elle est encore frileuse quant à un appel clair et franc au B.D.S. (Boycott Désinvestissement Sanctions) contre Israël, si elle a aussi signé, le 14 janvier, un appel honteux « Refusons toute instrumentalisation communautaire », le parti socialiste a, quant à lui, été totalement absent des mobilisations populaires. C'est qu'il est allé, lui, manifester son soutien inconditionnel à l'Etat colonial, derrière l'un des principaux relais de la propagande sioniste en France, le CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France). Pour sa fidélité à l'État voyou, le PS a eu le grand déshonneur d'être invité au repas annuel de cette institution raciste...

A Marseille, alors que des responsables socialistes défilaient derrière le drapeau israélien, à Lille, la municipalité dirigée par la secrétaire nationale du PS, Martine Aubry, (qui s'est quand même dit « préoccupée » par le bain de sang à Gaza) préparait une « coopération » avec Haïfa, ville israélienne où la chasse à l'Arabe est devenue monnaie courante. Alors que le blocus de Gaza est maintenu, que les assassinats collectifs de Palestiniens par la soldatesque sioniste se poursuivent, que plus de 11 000 prisonniers palestiniens sont enfermés dans les

geôles de l'occupation, que quotidiennement des habitants de Jérusalem Est sont chassés de chez eux pour construire de nouvelles colonies juives, que notre compatriote Salah Hamouri, parfaitement innocent, commence une 5<sup>ème</sup> année derrière les barreaux d'une démocratie dirigée par les fascistes Netanyaou et Lieberman, une délégation municipale, composée d'élus socialistes et Verts, se rendait en février dernier à Haïfa, pour rencontrer les futurs partenaires économiques israéliens dans le cadre du projet Euratechnologies, qui doit voir le jour dans le quartier des Bois Blancs à Lille. Cette « coopération », si elle devait aboutir, serait une preuve supplémentaire que la gauche coloniale existe toujours bel et bien et que le PS actuel se confond encore avec le soutien appuyé de Blum à la création d'un État sioniste, avec le vote des partisans de Guy Mollet pour la torture en Algérie, avec l'affirmation de Mitterrand « L'Algérie, c'est la France », avec l'Internationale Socialiste où siègent ensemble criminels de guerre israéliens (tel le général Ehud Barak, actuel ministre de la Défense) et dirigeants socialistes français. Cette « coopération » avec Haïfa serait aussi une marque de mépris pour les milliers de citoyens qui ont défilé à Lille pendant ce long mois d'hiver en solidarité avec les Palestiniens, en exigeant non une politique de collaboration avec un État criminel mais des sanctions immédiates contre celui-ci !

Pendant que les partis de gauche, du PC au PS, en passant par les Verts, la LCR/NPA et LO, « discutent », pour certains, du droit au retour de tous les réfugiés, que d'autres discourent sur le sionisme de gauche et que d'autres encore tergiversent sur le Hamas, alors que pour les confédérations syndicales, le mot « internationalisme » ne semble plus avoir grand sens, les Palestiniens exigent l'application de la résolution 194 des Nations Unies, l'abolition du système d'apartheid



en Israël et la reconnaissance de leur droit légitime à la résistance armée. Ils n'exigent ni « la paix économique », ni de paix sous occupation, ni la charité à coups de milliards de dollars et d'euros. Ils ne veulent ni des bonnes consciences « humanitaires », ni de Xième processus de paix de l'occupant. Ils veulent leur terre, ils veulent rentrer chez eux à Jaffa, à Nazareth et à El Qods, ils veulent vivre libres dans LEUR pays, la Palestine.

**Si nous voulons la justice et la paix, alors nous devons soutenir, sans condition, le droit au retour de tous les réfugiés Palestiniens, la disparition de cet Etat basé sur une idéologie raciste et soutenir toute la Résistance du peuple palestinien, jusqu'à sa victoire, pour qu'il puisse enfin vivre, librement, chez lui.**

**« Il y a soixante-dix ans, durant la Seconde Guerre mondiale, un crime haineux a été commis dans la ville de Leningrad. Durant plus d'un millier de jours, un gang d'extrémistes appelé "l'armée rouge" a tenu en otages des millions d'habitants de la ville, et provoqué des représailles de la Wehrmacht allemande en se cachant au milieu de la population. Les Allemands n'avaient pas d'autre choix que de bombarder la population et d'imposer un blocus total provoquant la mort de centaines de milliers de personnes. (...) Voilà ce qu'on aurait pu lire dans les livres d'histoire si les Allemands avaient gagné la guerre. »**

(Uri Avnery, militant pacifiste israélien, « Combien de divisions ? », 10 janvier 2009)



# 2009 : ANNEE DU 50<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE DU TRIOMPHE DE LA REVOLUTION CUBAINE A LILLE AUSSI !



Le 7 février a été un temps fort de la solidarité de la population du Nord – Pas de Calais avec le peuple cubain.

A l'initiative de l'association France Cuba Lille Métropole et avec le soutien de nombreuses associations de la région dont la Coordination Communiste Nord – Pas de Calais, les amis de Cuba ont tenu à fêter comme il se doit les 50 ans d'existence de la Révolution cubaine le samedi 7 février dans la salle du Gymnase à Lille.

Le matin, une réception officielle s'est déroulée dans l'hôtel de ville de Lille. Monsieur Alain Cacheux, adjoint de Martine Aubry et député du Nord et Madame Christine Masson, responsable des relations internationales de la ville de Lille, ont accueilli la Consule générale de Cuba en France, Madame Ana Maria Chongo Torreblanca ainsi qu'une délégation de France Cuba national et des dirigeants des comités 62 et Lille Métropole. L'accueil a été très chaleureux. Après le discours de Monsieur Cacheux, Madame la Consule a remercié la Mairie de Lille pour sa participation, à sa manière, à la célébration du 50<sup>ème</sup> anniversaire de la révolution cubaine. Le président de France Cuba Lille Métropole, Régis Vandeweghe a clôturé les allocutions en soulignant que Cuba et son peuple, méritent bien cette manifestation dans notre région.

L'après-midi était en partie consacrée aux débats politiques, l'un sur la réalité cubaine aujourd'hui et les acquis de la révolution pour son peuple, l'autre sur l'apport de la révolution cubaine dans le monde.

Tour à tour, Victor Dedaj, Hernando Calvo Ospina, la consule générale de Cuba, Ana Maria Chongo, ont exposé leur expérience sur Cuba d'hier, d'aujourd'hui et de demain et ont répondu très clairement aux questions venant de l'assistance. Eva Lumanisha, révolutionnaire congolais également à la tribune pour le 2<sup>ème</sup> débat, a souligné l'apport internationaliste de Cuba dans le monde et notamment son influence et son rôle

dans les luttes d'émancipation et de libération des peuples et plus particulièrement en Afrique.

Les deux débats, qui ont réuni chacun plus d'une centaine de participants, ont permis des échanges directs sur la démocratie socialiste à Cuba, sur l'influence des idées de résistance aux impérialismes dans le monde que les dirigeants cubains ont toujours su mettre en avant depuis des décennies et qui démontrent que les révolutionnaires ne doivent jamais baisser les bras ni baisser la garde face au grand capital.

La partie festive a été également à la hauteur de l'évènement. Les Joyeux Mutins ont enflammé l'assistance avec un joli répertoire de chansons révolutionnaires dont le fameux chant « *El Pueblo Unido Jamas Sera Vencido* ». Le groupe Cordillera a enchaîné avec des chansons latinos et crée une ambiance du tonnerre entraînant sur la piste de nombreux danseurs avec parmi eux un cubain spécialiste de la Salsa !

A l'actif des nombreux militants qui se sont mobilisés pour assurer le succès de ce 50<sup>ème</sup> anniversaire, il faut mettre aussi la restauration cubaine sous forme d'un excellent *picadillo* que des dizaines de participants ont dégusté ainsi que l'incontournable *mojito* très apprécié lui aussi. A souligner également la qualité de l'exposition sous forme d'affiches retraçant les campagnes de solidarité cubaine envers les mouvements de résistance à l'impérialisme, au néocolonialisme, à l'apartheid dans plusieurs dizaines de pays, exposition mise à disposition par les amis du collectif Che Guevara du Havre.

L'imposante table de littérature tenue par le Cercle Henri Barbusse a attiré nombre de visiteurs ainsi que les tables d'une bonne dizaine d'associations amies de Cuba qui avaient tenues à être présentes pour cet évènement régional. Parmi ces associations signalons l'Association France Palestine Solidarité, la Coordination Com-

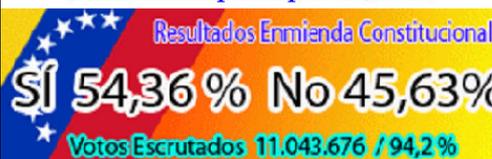
muniste, le Comité des Sans Papiers 59, la cellule Simonot du PCF de Lille, le mouvement de la Jeunesse Communiste du Nord, le Comité *Libérez les* etc....

L'association France Cuba, grâce une équipe dynamique, a remis ce jour là, 40 cartes d'adhérents, a réalisé 11 adhésions nouvelles, a diffusé plusieurs dizaines d'exemplaires du livre de France Cuba, sorti tout spécialement pour les 50 ans du triomphe de la révolution cubaine.

Beaucoup de participants ont signé la pétition pour la libération des 5 patriotes cubains injustement emprisonnés depuis 10 ans aux USA. La pétition pour demander l'attribution du nom de Che Guevara à une rue ou place de Lille a recueilli elle aussi plusieurs dizaines de signatures. Cette pétition sera prochainement remise à Martine Aubry, Maire de Lille.

Nous, Communistes Révolutionnaires, pouvons être extrêmement satisfaits que la région Nord Pas de Calais ait pu, ce 7 février, rassembler entre 300 et 400 personnes pour fêter dignement les 50 ans de succès de la Révolution cubaine !

**Grand triomphe du peuple vénézuélien,  
le OUI l'emporte par 54,36 %**



**“Cher Hugo, félicitations pour toi et ton peuple pour une victoire que son ampleur rend incontestable.” Fidel Castro.**

# A 90 ans, une deuxième jeunesse pour le Parti Communiste des USA ?

Fondé en 1919 en réponse à l'appel de Lénine concernant l'adhésion à la 3ème Internationale, le Parti Communiste des USA (CPUSA) a connu, au pays de l'anti-communisme, une histoire mouvementée, faite de luttes, d'illustres camarades tels que John Reed ou Angela Davis, mais également d'infiltrations et de persécutions, en particulier durant la guerre froide. Malgré cela, le CPUSA se proclame encore aujourd'hui clairement marxiste-léniniste et semble bel et bien reparti à l'offensive.

En décembre dernier, lors d'une rencontre dans leur siège fraîchement rénové de la 23ème rue à Manhattan, les camarades du CPUSA sortaient tout juste d'une campagne présidentielle très active, orientée à la fois contre le camp républicain et en soutien tactique au candidat Obama.

Même s'ils arboraient bien souvent des pins et T-shirts à l'effigie du candidat démocrate, leurs tracts appelaient à voter pour le camp progressiste, pour les droits des minorités, et pour « défaire la clique Bush-Mc Cain, et l'imposante aile d'extrême droite dans le parti Républicain ». Cette stratégie électorale visait clairement à infléchir la politique du pays dans une direction progressiste, considérant, comme le confirme Joel Wendland, rédacteur en chef du journal Political Affairs, que cette candidature démocrate était « une alliance provisoire, mais le meilleur véhicule pour l'action électorale des classes populaires », sans pour autant entretenir d'illusions sur la nature réelle du candidat Obama. Elle est de ce point de vue identique à notre appel à voter Ségolène Royal au second tour contre Sarkozy.

Alors même que la crise du capitalisme s'accélérait dans des proportions dramatiques à la fin de l'été, les camarades du CPUSA se sont impliqués plus que jamais dans les luttes aux quatre coins du pays, et ont insisté sur toutes les mesures progressistes annoncées pendant cette campagne (couverture sociale, droit des « minorités », droit du travail, droit syndical, retrait d'Irak et d'Afghanistan...), s'adressant donc essentiellement aux classes populaires et donc de fait aux latinos et afro-américains, qui ont voté massivement pour Obama.

Outre le caractère historique pour l'égalité des droits que représente l'élection d'un noir à la maison blanche, cette analyse et cette stratégie se sont avérées payantes à plusieurs niveaux. Tout d'abord leur nombre d'adhérents et de sympathisants, même s'il reste modeste, a plus que doublé, ce qui au passage pose de sérieuses questions d'organisation. Ensuite la visibilité du CPUSA s'est sensiblement accrue, à tel point que certaines émissions de radio ou de télé ont même fait appel à des camarades, principalement pour insinuer qu'Obama était un immonde communiste. Mais les moins de 25 ans n'ont que très peu connu la guerre froide, et la diabolisation du communisme ou du socialisme n'ont que très peu de prise sur les nouvelles générations, qui sont donc

beaucoup plus réceptives aux propositions sociales ambitieuses, aux nationalisations...

En passant de 7 à 12,5 millions de chômeurs en 8 mois, avec une situation dramatique qui a déjà dépassé à beaucoup d'égards la situation de 1929, la donne sociale a changé aux Etats-Unis, et le CPUSA a donc pris pleinement sa place dans une aile gauche très active sur le terrain et qui mène avec acharnement des campagnes progressistes fructueuses qui auraient été impensables voilà encore quelques mois. Ainsi le 10 Mars dernier, une proposition de loi intitulée « Free Choice Act » a-t-elle été présentée au congrès américain, visant à protéger le travailleur qui souhaite se syndiquer et qui était jusqu'alors licencié sans procès.

Le CPUSA reste évidemment critique sur la politique actuelle et bien consciente qu'Obama ne remettra jamais en cause cet immonde système capitaliste, mais une dynamique de lutte progressiste semble bien enclenchée aux Etats-Unis.



Jarvis Tyner et Elena Mora, vice-secrétaires généraux du CPUSA

**PUB!**

## LA PANOPLIE DU SAINT-PÈRE



Ratzinger

DIEU EST AVEC NOUS!

## QUI SOMMES-NOUS ?

IPNS

Nous sommes des militant-e-s agissant dans différents fronts [syndical, anti-impérialiste, anticolonialiste, associatif,...] avec la conviction que nos luttes et nos revendications ne peuvent être complètement satisfaites dans ce système immonde qu'est le capitalisme. Il doit être renversé par la révolution, qui ouvrira la voie à une société débarrassée de l'exploitation ; la société communiste. Pour nous aider dans ce combat, nous nous appuyons sur la théorie marxiste-léniniste.

Organisé-e-s depuis 1991 au sein du PCF en tant que groupe révolutionnaire opposé à la dérive réformiste de ce parti, nous avons rompu en 2000 avec le PCF et œuvrons depuis à la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire.

Lisez nos analyses, participez à nos actions, consultez les anciens numéros de notre journal, informez-vous sur notre cycle de formation marxiste-léniniste en consultant notre site :

Prochainement en vente chez



**rassemblementcommuniste.org**